X.2591

LOUIS RINN

NOS FRONTIÈRES SAHARIENNES

1886

Dépôt
Annexe

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1 557 678

X
2591

NOS FRONTIÈRES
SAHARIENNES

PAR

LOUIS RINN

VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ALGÉRIENNE

AVEC UNE CARTE

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE
X. 2591

ALGER
ADOLPHE JOURDAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
IMPRIMEUR-LIBRAIRE DE L'ACADÉMIE

1886

NOS

FRONTIÈRES SAHARIENNES

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

EN VENTE A LA LIBRAIRIE ADOLPHE JOURDAN

—

MARABOUTS ET KHOUAN. Étude sur l'Islam en Algérie. 1 gros vol. in-8° raisin avec une carte tirée en 12 couleurs, 4 feuilles raisin. . . . . 15 f. »

LES PREMIERS ROYAUMES BERBÈRES ET LA GUERRE DE JUGURTA. 1 brochure in-8° 3 50

LES COMMISSIONS DISCIPLINAIRES. — RÉGIME PÉNAL DE L'INDIGÉNAT EN ALGÉRIE. 1 brochure in-8°. 3 50

LES ORIGINES BERBÈRES, essais d'études linguistiques et ethnologiques. (En cours de publication dans la *Revue africaine*.)

NOS FRONTIÈRES

SAHARIENNES

PAR

Louis RINN

VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ALGÉRIENNE

AVEC UNE CARTE

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE
X. 2591

EXTRAIT DE LA *REVUE AFRICAINE*

ALGER

ADOLPHE JOURDAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

IMPRIMEUR-LIBRAIRE DE L'ACADÉMIE

1886

AVANT-PROPOS

La mort tragique de l'infortuné Marcel Palat vient encore une fois de ramener l'opinion publique vers ce riche et mystérieux Soudan situé si près de nos frontières sahariennes et que, cependant, nous n'avons pu atteindre encore malgré tant de sang généreusement répandu.

On évoque les ombres de Dourneau-Duperré, de Joubert, de M^lle^ Tynne, des pères blancs, de Flatters et de ses glorieux compagnons comme aussi de tant d'autres qui ont jalonné la route en tombant martyrs de leur dévouement à la science et à la grandeur de leur pays.

Des esprits plus ardents que réfléchis s'étonnent que la France, en possession de tous ces terribles engins de force, de vitesse et de destruction dont dispose notre civilisation moderne, n'ait pas encore fait justice de ces quelques bandes de coupeurs de route, sans nationalité et sans cohésion, qui « ont mis le blocus » sur nos frontières méridionales de l'Algérie, et qui journellement rançonnent à nos portes, sans merci ni pitié, des millions de Ksouriens sympathiques et travailleurs dont

l'affranchissement politique, religieux et commercial préoccupe depuis longtemps nos penseurs et nos économistes.

Il a été écrit déjà dans la presse et les revues d'excellentes choses sur ces questions délicates. Notre France algérienne commence à être mieux connue ; mais, on s'est laissé aller aussi à des exagérations fâcheuses et sans souci des enseignements du passé, ni des exigences géographiques, politiques et économiques on est arrivé à proposer des mesures dont l'adoption serait inutile, et parfois même nuisible aux véritables intérêts de l'Algérie.

Rappeler les traits principaux de cette histoire, définir les exigences spéciales du pays, indiquer les moyens de tirer le meilleur parti possible de nos efforts et de notre argent, tel est le but de cette étude.

NOS

FRONTIÈRES SAHARIENNES

I

Nos ennemis sahariens

Tout le monde sait aujourd'hui qu'en Algérie, après *le Tell,* étroite bande montueuse et fertile qui borde la Méditerranée, on rencontre, à une altitude variant de 8 à 1,200 mètres, des steppes couvertes d'alfa, de riches pacages, et même des terres de labour d'une certaine fertilité.

C'est la zône des hauts plateaux qui se termine au sud par un bourrelet montagneux plus ou moins épais dont les points les plus remarquables sont, de l'est à l'ouest, les massifs de l'Aorès et du djebel Amour et enfin les montagnes des Ouled Sidi-Chikh qui se terminent près de Figuig.

Plus au sud, à une altitude bien moindre que celle des

hauts plateaux (car dans l'Est certaines cuvettes descendent au-dessous du niveau de la mer), s'étendent les immensités du Sahara.

Ce Sahara qui n'est ni désert ni stérile, puisqu'on y rencontre des oasis et de nombreuses populations pastorales, forme en réalité une vaste dépression orographique entre le bourrelet sud des hauts plateaux algériens et l'immense massif du djebel Hoggar dont les ramifications s'étendent de la Tripolitaine à l'oued Nsaoura, dans une direction oblique entre le 25° et 27° L. N.

Au fond de cette vaste dépression et à des distances variables des soulèvements qui la limitent, se trouve une véritable mer de sable, c'est la région des grandes dunes ou des Areg ; elle s'étend du sud de la Tripolitaine et de la Tunisie jusqu'aux plages de l'Atlantique au-dessous du Sous-Marocain.

Ces Areg qui ont parfois des centaines de kilomètres d'épaisseur sont à peu près impraticables, sauf par de rares passages dont les principaux sont l'Ighargar, l'oued Mya et la vallée de l'oued Nsaoura. Hors de ces trois grandes routes dont le sol (hamada ou reg) est en nature de roc ou de gravier résistant, il n'existe à travers les sables meubles que des sentiers à peu près infranchissables aux caravanes et fréquentés seulement par les courriers, les éclaireurs, les bergers et les bandits.

Au nord de ces Areg sont nos Nomades algériens qui, avec leurs troupeaux de chameaux, s'avancent plus ou moins dans ces sables où ils ont des puits sur lesquels leurs droits traditionnels de propriété sont bien connus et hors de contestation.

Au sud des Areg, du Fezzan à l'Adrar Atlantique, gravitent les quatre grandes confédérations des Touareg, dont deux seulement nous intéressent : les Touareg Azgar, à l'Est; les Touareg Hoggar, au centre et à l'Ouest. Eux aussi s'avancent parfois dans les Areg jusqu'à la rencontre de nos Nomades sahariens, laissant bien en arrière au sud, sur les deux versants du djebel

Hoggar, leurs villages mal connus où vivent sous des tentes de cuir leurs femmes et leurs serfs pasteurs.

Pendant des siècles, ces Touareg ont été les transitaires et les convoyeurs des caravanes allant du Soudan au Sahara et alimentant d'esclaves noirs les marchés des États barbaresques. Ce ne sont pas à proprement parler des sauvages, ils ont une civilisation à eux, civilisation qui, bien que retardant de pas mal de siècles sur la nôtre, a cependant ses traditions et même certains côtés séduisants qui ont frappé des hommes comme Barth et Duveyrier. Ces deux savants voyageurs, qui ont réussi à pénétrer dans la vie intime des Touareg, ont pu apprécier les qualités de l'homme privé. D'autres aussi ont été séduits par la courtoisie de quelques individualités, comme cet Ikhnoukhen qui fut jadis notre hôte ; enfin, à Ghadamès et au Souf, des négociants arabes ont eu souvent à se louer de la sûreté de leurs relations commerciales avec les Touareg Azgar.

Malheureusement, les choses ont bien changé, depuis une vingtaine d'années. Dans le centre de l'Afrique, la propagande des Snoussia et, en Algérie, les améliorations apportées à l'état social des masses musulmanes, grâce à la destruction continue de la féodalité indigène, ont fait comprendre aux classes dirigeantes des Touareg que la France était un danger pour eux au quadruple point de vue de leur indépendance, de leurs privilèges nobiliaires, de leurs intérêts commerciaux, de leurs tendances panislamiques.

Il nous importe donc peu aujourd'hui que le targui soit bon père et bon époux, que ses relations sociales rappellent parfois « la chevalerie du moyen âge (1) » que la femme targuia, sous les yeux de son mari et en tout bien

---

(1) Duveyrier, *les Touareg du Nord*, p. 429. On peut ajouter ce détail recueilli par M. Féraud (Deuxième mission Flatters, p. 179). Les femmes n'ont pas voulu que le massacre (de la mission Flatters) s'accomplît près de leur campement, cela portant malheur aux femmes et aux enfants, et Ahitagel a dû leur donner satisfaction.

tout honneur, brode sur le voile ou écrive sur le bouclier de son chevalier servant des vers à sa louange, Cette société nous est fermée, nous sommes pour elle « *l'ennemi,* » et nous n'avons à nous préoccuper que de son organisation sociale et de ses mœurs politiques. — Ces mœurs, on ne les connaît pas assez et on nous saura gré de reproduire ici ce que nous disions en 1881 (1).

« Au premier plan une noblesse jalouse de ses privilèges, vivant de son épée, ne croyant qu'à sa force, n'ayant d'autre souci que la liberté ; puis, une sorte de tiers-état relativement nombreux représenté par les Amghad inféodés et absolument dévoués à leurs seigneurs ; enfin, les esclaves qui, protégés par les maîtres qui les nourissent, ne peuvent songer à sortir de leur situation qui, d'ailleurs, est relativement assez douce. Quelques marabouts nobles ou roturiers existent aussi chez les Touareg, mais leur caractère religieux n'a de valeur que s'il s'appuie sur une puissance réelle. Les Touareg sont, en effet, mauvais musulmans et ne subissent jamais ni l'ascendant, ni les idées de leurs marabouts.

Ainsi, de ces divers éléments qui constituent la société targuia, un seul dirige et domine les autres d'une façon absolue, c'est celui des nobles dits Djouad ou Ihaggaren. Cette classe méprise tout travail et a pour principale ressource les droits de péage qu'elle perçoit sur les caravanes traversant ses terres de parcours. Moyennant cette redevance, les caravanes s'assurent la protection des chefs de clan sur les territoires desquels elles passent. Ces derniers ne se font, d'ailleurs, aucun scrupule de les attaquer et de les dévaliser dès qu'elles sont sur les terres du voisin ; et encore n'accordent-ils leur protection qu'aux caravanes de gens connus d'eux

(1) Rapport inséré dans le volume publié en 1882 par le gouvernement général de l'Algérie, sur la deuxième mission Flatters.

et conduits par des chefs indigènes qu'ils considèrent comme leurs pairs ou avec lesquels ils ont des traditions d'honneur et de loyauté qu'ils n'étendent jamais aux étrangers, qu'ils soient chrétiens, nègres ou arabes. De plus, les diverses fractions touareg n'ont guère de liaison entre elles, elles ne forment pas une nation mais une sorte de confédération peu homogène où tout en reconnaissant un chef unique, chaque élément n'obéit que suivant ses convenances personnelles.

Quant aux chefs de fractions ils n'ont, pour la plupart, qu'un pouvoir très faible et toujours fort éphémère. Aussi, quand même il serait possible de traiter avec eux tous, on ne pourrait compter sur les conventions faites, car les chefs qui se succèdent ne se croient jamais engagés par les traités passés avec leurs devanciers. Puis, on ne doit pas oublier que la suppression de la traite des nègres nous a attiré la haine de toutes les peuplades sahariennes. Les commerçants arabes comme les Touareg voient dans toutes nos entreprises, chemins de fer ou explorations, la ruine de leurs ressources, et tant qu'ils croiront pouvoir le faire impunément, ils mettront tout en jeu pour s'opposer à notre extension dans le Sahara. Chaque explorateur, fût-il même isolé, ne sera jamais à leurs yeux qu'un espion envoyé pour reconnaître et « écrire » le pays, afin d'y revenir plus tard en force et de s'en emparer. Il est facile de conclure de tout cela qu'il sera toujours impossible, comme on s'en était flatté un instant, de nouer des relations avec les peuplades sahariennes, et de leur persuader que nous avons des moyens de trafic leur permettant de vivre en renonçant à la traite. »

Pour ces Touareg, nous sommes donc bien l'ennemi ; et quelque mauvais musulmans que soient les nobles Ihaggaren, ils n'ont pas hésité à faire alliance avec les personnalités religieuses influentes des tribus voisines qui les couvrent contre nous, tribus imbues de ces

doctrines snoussiennes qui prêchent, avant tout, l'isolement et l'éloignement des Européens, propagateurs maudits des idées modernes et du progrès. L'accord, on le voit, était ici facile entre les intérêts islamiques des uns et les intérêts politiques et commerciaux des autres. Les Touareg, en effet, regardent le massacre de la mission Flatters comme un grand succès politique et commercial. Les marchands ghadamessiens, eux aussi l'envisagent à ce dernier point de vue, et ces négociants de mœurs ordinairement fort douces s'en réjouissent si fort, qu'un journal malto-italien, le *Risorgimento,* mettait dans leurs bouches à propos de la mort de Flatters ces cyniques paroles « *mors tua vita mea* » (1).

Quelques jours auparavant, Ahitagel avait lui-même écrit en ces termes au caïmacan de Ghadamès pour lui annoncer l'épilogue tragique de nos malheureux compatriotes et réclamer du sultan de Stamboul, chef de l'islam, une récompense et son concours militaire ou politique en cas de représailles de notre part :

« Maintenant, ô cher ami, vous nous aviez recommandé de surveiller les routes et de les préserver contre les gens hostiles; c'est ce que nous avons fait..... Maintenant, ô cher ami, il faut absolument que la nouvelle de nos hauts faits parvienne à Constantinople. Informez là-bas de ce qui est arrivé, c'est-à-dire que les Touareg ont fait contre les chrétiens une guerre sainte exemplaire.....; faites parvenir mes paroles à Constantinople; dites-leur en haut que je demande à ce que les musulmans sous vos ordres viennent à notre aide pour soutenir la guerre sainte dans la voie que Dieu nous a tracée (2). »

---

(1) *Risorgimento* de Malte, 27 avril 1881, N. 1397.

(2) *Deuxième mission Flatters*, document XX, p. 157, d'après le texte original.

A côté de ce fanatisme de commande et tout extérieur des Touareg, nous avons vers l'Ouest le fanatisme sinon beaucoup plus convaincu, du moins bien plus actif, des nomades arabes au sud des Areg, nomades qui sont d'autant mieux les alliés ou les séïdes des Snoussya qu'ils ont les mêmes intérêts que les Touareg à nous empêcher d'occuper les ksour du Tidikelt, du Gourara et du Touat, dont ils exploitent les habitants, maintenus par eux sous une dure et pénible oppression.

Cette inimitié contre nous des nomades d'au delà de l'Areg est peut-être plus dangereuse que celle des Touareg. Ceux-ci n'ont aucune influence dirigeante sur les nomades du nord des Areg dont ils n'approchent jamais en groupes nombreux; ils n'ont, en réalité, que l'audace de leurs coups de main sur les troupeaux des Chamba qui les détestent. Nos ennemis arabes du Sud-Ouest sont plus nombreux, mieux groupés, et ils ont pour satisfaire leur haine, comme moyen autrement puissant et efficace, cette propagande panislamique faite chez nos sujets musulmans par tous les émissaires et agents des divers ordres religieux qui pullulent au Tidikelt et au Gourara. Tous ces ordres, ou à peu près, subissent l'influence des doctrines snoussiennes et les appliquent avec l'exagération du fanatisme et de l'ignorance. La vallée de l'oued Nsaoura est, en effet, la grande route de ces missionnaires infatigables, dignes successeurs de ceux qui, il y a plusieurs siècles, furent assez habiles pour faire disparaître du nord de l'Afrique cette puissante église des Tertullien et des Saint-Augustin.

II

La défense de nos frontières sahariennes à l'est du djebel Amour

Nous avons dit quel est pour nous le danger des sentiments de diverses natures qui inspirent la politique de nos ennemis sahariens.

Qu'avons-nous à opposer aux manifestations de ces inimitiés vis-à-vis notre action civilisatrice dans l'Afrique du Nord, et plus immédiatement vis-à-vis nos tribus fidèles et vis-à-vis nos savants et nos explorateurs pacifiques?

Rien, ou presque rien.

Nous sommes sans action possible sur la zaouïa de Djerboub, chef-lieu inviolable de l'empire des Snoussya.

Les hésitations de notre diplomatie ou toute autre cause qui nous échappe, nous ont empêché d'avoir jusqu'ici un agent français à Ghadamès, un des principaux centres d'excitation et d'hostilité contre nous. C'est pourtant une ville située à 20 kilomètres seulement de notre frontière orientale, ville où la Porte a un gouverneur, où d'autres puissances ont des agents attitrés. L'établissement d'une agence de ce genre a été souvent demandé par les divers gouverneurs de l'Algérie, et plusieurs fois depuis le massacre de la mission Flatters, car c'est à Ghadamès que les Touaregs ont trouvé le placement des dépouilles de nos malheureux compatriotes (1). Rien n'a pu encore être fait ; par contre, les

(1) Voir dans la Deuxième *mission Flatters*, p. 341 et suiv.

Turcs ont depuis longtemps une garnison à Ghat, autre centre snoussien et targui, tout aussi malveillant et tout aussi actif que Ghadamès.

Nous n'avons pas davantage réussi à faire quelque chose à Insalah, qui cependant n'appartient à aucune puissance reconnue. La position géographique de cette confédération lui a jusqu'à présent assuré l'impunité.

Ce n'est pas qu'il nous soit impossible d'organiser contre ce groupe d'oasis soit une « harka », excursion armée, que feraient avec plaisir nos nomades du Sud, bien payés et bien commandés; — soit même une expédition française. Tant que la mission Flatters est restée groupée et en force, on n'a pas osé l'inquiéter.

Pour châtier de moins terribles griefs, l'Angleterre n'a pas hésité à faire jadis campagne en Abyssinie; et cet exemple a été souvent invoqué à l'appui des nombreux projets de ce genre, souvent proposés en Algérie et en France. Bien à tort, selon nous, car l'Angleterre agissait contre un peuple habitant à quelques milliers de lieues de ses établissements nationaux et non pas aux portes mêmes de son propre pays.

Rien, du reste, ne serait relativement plus facile que d'aller camper sur les ruines d'Insalah, de détruire quelques milliers de palmiers, de « dynamiter » quelques mosquées et plusieurs de ces 30 ou 34 ksours; de fusiller un certain nombre d'inoffensifs ksouriens, qui se seraient défendus derrière leurs murailles; mais ce que nous n'atteindrions pas ce serait les personnalités des Touaregs et des Oulad-Bahamou, car ils feraient le vide devant nous : leur tactique est la fuite, leur force est la vitesse. Et quand bien même, à ces exécutions à la Prussienne, à ces sauvages destructions indignes de la civilisation, nous aurions la chance bien improbable d'ajouter quelques centaines de cadavres touaregs, en serions-nous plus avancés? Nous aurions montré aux ksouriens du Tidikelt et aussi du Gourara et du Touat, que les chrétiens sont encore plus barbares que leurs maîtres, op-

presseurs ou exploiteurs, arabes, nomades et touaregs. Nous aurions dépensé des sommes fantastiques, et nous aurions ouvert une ère de représailles qui nous forcerait à encourager les instincts pilliards et guerriers de nos nomades, à transformer notre Sud en un immense camp et à recommencer tous les cinq ou six ans ces ruineuses et stériles expéditions.

Nous devons donc, quant à présent, rester sur la défensive et travailler à nous créer des moyens d'action plus pratiques et plus efficaces.

S'il nous faut faire de grosses dépenses de ce côté, au moins que ce soient des dépenses productives.

Avant tout, il s'agit d'être d'une façon permanente les plus forts sur notre territoire saharien et d'avoir une organisation de nos zones frontières qui les mette à l'abri des incursions et des pillages périodiques de nos ennemis.

SCIENCES BIBLIOTHÈQUE

Ici nous pouvons et nous devons agir sans hésitation : en assurant le présent nous travaillons pour l'avenir.

Nous avons vu que trois grands thalwegs qui correspondent à des lignes d'eau apparentes ou souterraines et parfois à des chapelets d'oasis offraient à nos ennemis des routes faciles à travers les Areg.

Nous ne sommes maîtres d'aucune de ces routes, mais bien en arrière de leur entrée sur notre territoire nous en fermons les débouchés par la possession défectueuse du Souf, de Ouargla et du Mzab.

Le Souf couvre bien notre frontière sud-est : grâce à la situation, très haut vers le nord, de ses ksours que les Areg protègent au sud ; grâce surtout au bon esprit et à l'organisation traditionnelle de cette confédération berbère des Souafa. Là, en effet, nous n'avons ni ces nomades pillards et néfastes que l'on rencontre dans presque tout le Sahara, ni ces Ksouriens malheureux et tenus dans une sorte de servage dégradant. Les éléments ethnographiques, d'ailleurs d'origines peu différentes, se sont tout à fait fondus, le Berber a absorbé le

Sémite et tout le monde ou à peu près est, à tour de rôle, nomade ou ksourien. Selon l'état de sécurité des Areg algériens qui s'étendent jusqu'aux portes de Ghadamès et ont dans cette direction plus de 300 kilomètres de largeur, chaque famille ou chaque groupe doit fournir en personne ou en argent un ou plusieurs hommes de goum, gardes nomades ou pasteurs armés, chargés d'éclairer les environs des pâturages et de protéger les troupeaux.

Ces gens, ainsi mobilisés, sont encore désignés sous le nom de Troud, nom d'une ancienne tribu du pays qui vécut longtemps d'une vie distincte, exclusivement pastorale et guerrière, mais qui, peu à peu, s'est fondue en se mélangeant par des mariages et des associations agricoles ou commerciales avec les négociants et cultivateurs des divers villes et villages.

Ce service armé est très en honneur mais il ne détourne les Souafa ni du négoce ni du jardinage qui restent leurs métiers de prédilection.

Au Souf, tout le monde travaille; les moins fortunés qui ne trouvent pas à s'employer comme goumiers entretenus, caravaniers ou jardiniers, s'en vont dans nos villes du département de Constantine s'offrir comme hommes de peine, portefaix, garçons de bureau, etc. En ce pays, extrêmement curieux à tous égards, les influences religieuses ne nous sont pas hostiles : les Souafa ne sont guère affiliés qu'à des ordres religieux algériens et ils apprécient surtout cette affiliation comme un moyen facilitant, en dehors de la confédération, leur crédit commercial ou la protection de leurs voyageurs.

Là, la propagande snoussienne se brise contre le caractère jovial et expansif des habitants, contre leurs aptitudes commerciales, contre leurs habitudes de bien-être et leur désir de progrès. Certes, les Souafa ne sont pas des gens plus vertueux que d'autres; ils ont des passions très ardentes, des soff locaux très vivaces, une ténacité qui parfois dégénère en entêtement, mais ils

ont l'esprit ouvert, ils apprécient notre civilisation, et, quand il y a deux ans, le gouverneur général, M. Tirman, visita leurs oasis, ils ne lui demandèrent guère que des écoles où ils pussent apprendre le français.

Nous n'avons pas hésité à nous arrêter un instant sur cette population si intéressante, parce qu'elle nous montre ce que pourraient être ailleurs les groupes sahariens, quand nous aurons réussi à amener la fusion des nomades et des sédentaires en favorisant la prééminence de l'élément berbère et en donnant à la propriété, au commerce et aux pâturages sahariens les garanties permanentes de sécurité et de liberté d'allure qui font encore défaut sous notre autorité plus nominale qu'effective.

Immédiatement après la confédération du Souf, en marchant vers l'Ouest, notre ligne de défense s'appuie sur Ouargla et sur les ksour qui, de cette ville, se succèdent presque sans interruption jusqu'à Biskra. Au nord de Ouargla nous sommes à peu près chez nous, et si bien chez nous que la colonisation s'est installée dans l'oued Ghir sous forme de compagnies agricoles créant des puits artésiens et de grandes plantations de palmiers. Mais, de Ouargla à Metlili ou mieux à l'oued Zergoun, notre frontière est ouverte et à peu près à la merci des rezzou touaregs et arabes. A Ouargla, notre installation militaire est trop défectueuse pour nous donner l'action extérieure qui nous est nécessaire. Au M'zab, il est vrai, notre installation est parfaite, et nous avons là un vaste camp retranché, d'un accès difficile, qui couvre bien le sud de Laghouat.

Mais cette installation, toute bonne quelle est, semble n'avoir eu pour objectif que l'annexion pacifique du M'zab; elle est impuissante à protéger les populations placées en avant de la confédération. Aussi, malgré l'occupation militaire de Ouargla et de Gardaïa, toutes les vallées de l'oued Mya et de ses affluents, comme celles

de l'oued Igharghar en amont de Ouargla, restent sans défense possible contre les incursions des Touareg.

Nous avons bien de ce côté la confédération des Chamba (1), nomades, sujets de la France, et reconnaissant notre autorité. Certes, les Chamba sont de rudes guerriers sahariens et ils ont contre les Touareg une terrible haine. C'est même cette hostilité plusieurs fois séculaire et ce voisinage dangereux qui les ont toujours ramenés sous notre autorité en dépit des puissantes influences qui les avaient entraînés contre nous en 1864. Puis aussi, les Chamba, bien qu'ils soient arrivés à restreindre singulièrement leurs besoins (2), ne peuvent se passer ni de ksour, ni de pâturages à l'abri des déprédations périodiques de leurs ennemis. Ils ont fortifié El-Goléa, Metlili et Ouargla moins en construisant des murailles qu'en comblant les puits qui jalonnent leurs routes vers le Sud et dont l'espacement s'oppose, aujourd'hui, en partie, à l'enlèvement des troupeaux campés au Nord. Mais les Chamba savent ces ksours et ces pâturages à notre discrétion; ils ont de plus besoin de nos marchés et de nos denrées du Tell, aussi apprécient-ils plus qu'on ne le croit l'autorité de la France.

Leurs sympathies pour nous ne sont cependant pas sans de nombreuses réserves : nous leur avons interdit le commerce des esclaves sur notre territoire, nous les empêchons (le plus que nous pouvons) de molester les ksouriens de la banlieue de Ouargla, nous leur défendons de rançonner nos nomades de l'oued Ghir ou de l'oued Djeddi, qui sans nous seraient pour eux une proie facile. Enfin, nous ne savons ni les aider à battre les Touareg, ni même les protéger contre les incursions de

---

(1) Cette confédération passe pour avoir été organisée à la fin du XVII[e] siècle par Sid El-Hadj bou Hafs (1654-1660), fils du grand Sidi-Chikh et ancêtre des familles des Zoua-Chéraga des Ouled-Sidi-Chikh. Cette tradition explique pourquoi les Chamba sont les serviteurs religieux de la descendance de Sid El-Hadj bou Hafs.

(2) Voir Coyne, *Une ghazzia dans le Grand Sahara.*

ces voisins incommodes et pillards qui constamment les harcellent, les razzent et les battent.

Aussi lorsque de nombreuses incursions ont trop éprouvé les Chamba ou lorsque quelque intrigant a surexcité leurs cerveaux naturellement exaltés, ils se persuadent facilement que ce sont eux qui nous protègent et nous éclairent au Mzab ou à Ouargla et que nous sommes impuissants à les défendre efficacement : alors les Touareg sont plus craints que nous ne sommes obéis. Aussi, *nos sujets* les ménagent et ils ont avec eux d'incessants compromis. Nous en avons vu un terrible exemple lors de la mission Flatters : quand les guides chamba ont vu le colonel décidé à ne pas prendre une attitude hostile et à ne pas faire usage de sa force et de ses armes contre les Touareg dont la trahison lui était annoncée, ceux-là mêmes des Chamba qui l'avaient prévenu ont été les premiers à se ranger du côté des assassins dont le succès était, dès lors, certain.

En réalité les Chamba ne seront réellement entre nos mains et dévoués à notre cause que lorsque nous aurons les moyens de fermer aux Touareg la route de Ouargla, de Metlili et d'El-Goléa. Ce qui ne peut se faire qu'en tenant la tête de l'oued Mya, c'est-à-dire le Tademaït, près et contre les ksour d'Insalah, le pays même où vient d'être assassiné Marcel Palat.

El-Goléa est bien à nous, mais si peu ! Sur la carte il semble un bon point stratégique et il le serait en effet s'il était facilement et rapidement accessible à nos colonnes, cependant Haci Inifel vaudrait peut-être mieux. Aujourd'hui on compte le nombre de fois où des officiers et soldats français ont fait ce voyage difficile et dispendieux. Quand nous y venons, tous les 2 ou 3 ans, nous sommes parfaitement accueillis par les Ksouriens et les Chamba ; notre drapeau flotte sur la Casbah pittoresque du ksar ; on ne voit pas d'ennemi aux environs, les Touareg ont disparu.

Mais quand nous avons fait demi-tour et que quel-

ques myriamètres, péniblement faits vers le nord avec notre lourd convoi, nous ont fait perdre de vue notre dernier ksar du sud, les Touareg se rapprochent et les choses rentrent dans l'ordre habituel. Les Chamba ne comptent plus que sur leurs fusils et leurs éclaireurs pour déjouer les embuscades ou défendre leurs murailles et leurs palmiers. Ils font du reste payer plus ou moins cher aux ksouriens, leurs fermiers ou khammès, cette protection dont eux seuls retirent des bénéfices assurés.

Ces défectuosités de notre frontière dans le sud de la province d'Alger nous apparurent, pour la première fois, en 1864, car avant cette date, nous ne nous étions que fort peu préoccupés des Chamba, serviteurs politiques et religieux de la grande famille des Ouled-Sidi-Chikh sur laquelle nous nous reposions du soin de garder notre Sahara depuis Ouargla jusqu'à l'oued Nsaoura. Lorsque, en 1864, cette famille nous fit défaut, entraînant avec elle tous nos Chamba, nous dûmes chercher ailleurs des moyens de couvrir au moins Ouargla et l'oued Ghir; quand au M'zab (dont nous n'avions encore que le protectorat) il était en état de se défendre lui-même. Ouargla et El-Goléa servirent alors à former un grand aghalik comprenant le Souf, l'oued Ghir et allant jusqu'aux portes de Biskra. Une personnalité indigène, déjà considérable par sa naissance et dont nous augmentâmes le prestige par la situation que nous lui donâmes, fut chargé de protéger les pays en arrière de Ouargla et El-Goléa contre les Chamba placés, pour ordre, dans son aghalik.

C'était une besogne de makhzen. Si Ali Bey ben Ferhat, aidé d'auxiliaires bien en main et convenablement rétribués sur notre budget, s'en aquitta avec cette bravoure traditionnelle qui avait fait de ses ancêtres les arbitres du Sahara Oriental, du Djerid tunisien jusqu'au sud de Bouçada.

Ce fut avec les nomades de ces régions qu'il put recruter son makhzen et ramener dans le devoir la majeure partie des Chamba y compris ceux d'El-Golea.

Mais le jour où, en 1871, le contre-coup de l'insurrection se fit sentir dans le Sahara, il surexcita les esprits et raviva les haines séculaires des soff locaux; Si Ali Bey, nous voyant hors d'état de nous interposer, abandonna Ouargla et Tougourt pour venir surveiller aux portes de Biskra les intrigues de ses rivaux.

Pendant ce temps Ouargla fut pris, Tougourt aussi, et la garnison de tirailleurs de cette dernière place attirée dans un guet-apens, fut massacrée avec deux frères et une partie de la famille d'Ali Bey.

Ce fut à des colonnes françaises, dispendieuses et pénibles, qu'échut alors la tâche difficile de rétablir en ces régions notre autorité nominale et de relever le prestige de la France.

Quand on crut la chose faite et quand nos soldats furent rentrés d'El-Goléa, on retira de l'aghalik le Souf qui n'avait rien de commun avec le reste du pays et pour le surplus on substitua à Si Ali Bey un officier de spahis sans la moindre attache politique, mais des mieux francisés, des plus intelligents et en qui on espérait avoir un *agent* fidèle et actif. Il débuta assez bien, puis, bientôt, il voulut jouer au grand chef, ne s'occupa plus que de ses intérêts et réussit bien mieux à faire ses propres affaires que les nôtres.

On dut encore une fois remanier l'organisation de cette malheureuse région. Ouargla séparé de Tougourt et placé dans la division d'Alger eut la chance, cette fois, d'être confié à un autre officier de spahis doué de solides qualités. Celui-ci eut le bon sens et la modestie de toujours rester notre agent dévoué et attentif. Il n'en fut que plus estimé et mieux obéi des indigènes qu'il commandait. Quant à la surveillance du pays, elle fut faite dans les limites du possible, limites bien étroites — car, sauf la Casbah de Ouargla où nous pouvons nous retirer et nous retrancher — cette région est restée avec cet agha comme elle reste encore aujourd'hui avec un officier français, entièrement à la merci de nos amis les

III

Nos frontières sahariennes à l'ouest du djebel Amour et les Ouled-Sidi-Chikh avant 1864

A l'ouest du méridien de Cherchel, ou du djebel Amour, la situation de nos frontières est beaucoup moins bonne que dans l'est.

En effet, nous n'avons là ni nos limites nécessaires et logiques, ni les points stratégiques indispensables à notre sécurité, et les hauts-plateaux qui vont en s'élargissant, mettent jusqu'à 200 kilomètres d'étendue entre nos postes de la lisière du Tell et le commencement du Sahara.

Avant la création et l'occupation toute récente (1881-1882) de Mecheria et d'Aïn-Sefra, nous n'avions sur ces hauts-plateaux oranais comme place forte que le petit centre de Géryville, au pied occidental du djebel Amour, à plus de 250 kilomètres des populations marocaines.

Nous n'avions alors, et nous n'avons encore dans le Sahara oranais, aucun établissement français, comme moyen d'action.

Et cependant aussi bien du côté du Maroc que vers le Sud, nous avons devant nous les nomades les plus dangereux et d'énormes agglomérations berbères, maintenues de force par ces mêmes nomades et par des influences maraboutiques toutes puissantes, dans l'éloignement et la haine de la France.

Comment donc, depuis un demi-siècle avons-nous réussi à faire, tant bien que mal, face à ces difficultés, comment et dans quelles conditions avons-nous pu affirmer la souveraineté de la France en ces parages ?

Tout d'abord, il convient de rappeler que de 1830 à 1845 ou 1847, tout le sud oranais est resté à peu près en dehors de notre ingérence. A cette époque le pays, de Ouargla à Figuig, appartenait en entier aux Zoua, seigneurs des Ouled-Sidi-Chikh, avec lesquels aux premiers temps de la conquête nous n'avons eu aucun rapport, et dont le nom ne parut dans un document officiel que lors du traité de 1845 avec le Maroc, traité qui classe comme français les principaux ksours des Ouled-Sidi-Chikh, et qui partage leurs nomades en deux groupes, l'un relevant de la France, l'autre relevant du Maroc.

Ce serait sortir du cadre de cette étude que de raconter l'histoire des Ouled-Sidi-Chikh, et d'expliquer comment les chefs de cette famille étaient arrivés en moins de deux siècles à cette haute situation politique et religieuse, qui faisait d'eux, avant 1830, les maîtres tout-puissants et incontestés de l'extrême-sud de la Régence d'Alger. Nous nous bornerons à dire que les Turcs comptaient avec eux et que si les Ouled-Sidi-Chikh reconnaissaient cette suzeraineté nominale, c'est que ceux-là, voyant en eux des alliés précieux, les entouraient d'égards et d'honneurs exceptionnels qu'ils n'accordaient jamais à d'autres chefs arabes. Non-seulement tous les Zoua (1), c'est-à-dire les membres des deux familles dirigeantes et leurs serviteurs directs étaient exempts d'impôts ; mais, quand par hasard un de ces personnages venait à Oran, le bey envoyait au-devant de lui, hors la ville, sa musique et une escorte d'honneur ; de riches cadeaux lui étaient offerts pendant tout son séjour, sans préjudice des dons et présents envoyés presque annuellement aux deux chefs des branches rivales.

Car de la descendance du grand Sidi Chikh, qui eut

(1) Zoua — gens de la zouaïa (monastère) — ne s'applique ici qu'aux membres des deux familles dirigeantes.

18 enfants, dont 14 ou 15 firent souche (1), deux familles seulement, en rivalité constante depuis 1660, sont en possession indiscutée de l'héritage spirituel de l'ancêtre commun, et, à ce titre, elles exercent la suprématie religieuse et politique plus ou moins directe sur les autres branches collatérales et sur les clients de la famille. La branche aînée a sa zaouïa-mère et les tombeaux de ses principaux ancêtres à côté et à l'est du tombeau du grand Sidi-Chikh, à El-Abiod; elle constitue les Zoua-Cheraga, chefs du soff Chergui; la branche cadette, ayant bâti, à El-Abiod, sa zaouïa à côté et à l'ouest du tombeau du grand Sidi-Chikh, est dite branche des Zoua-Gheraba; elle est à la tête du soff Gherbi (2).

Disons, en passant, qu'il faut bien se garder de confondre ces qualifications des zoua ou des soff d'El-Abiod, avec les désignations géographiques d'Ouled-Sidi-Chikh de l'est (Cheraga) et Ouled-Sidi-Chikh de l'ouest ou Gheraba; il y a dans cette similitude de désignations une source de confusions et d'erreurs que nous n'avons pas toujours su éviter.

Quoiqu'il en soit, en 1834, en présence du danger dont ils se croyaient menacés par le fait de notre occupation du littoral, les deux soffs Cheraga et Gheraba se réconcilièrent un instant et ils firent alliance avec l'émir El-Hadj Abdelkader ben Mahieddin qui personnifiait le parti de la résistance à la France. Mais comme leur orgueil ne leur permettait pas d'accepter un rôle subalterne, ils se retranchèrent derrière leur caractère maraboutique pour transformer cette alliance en une sorte de neutralité bienveillante qui laissait toute liberté à leurs clients

---

(1) Voir *Marabouts et Khouans*, page 353.

(2) Chergui, pluriel Cheraga : oriental et orientaux; Gherbi, pluriel Gheraba : occidental et occidentaux. On appelle indistinctement Ouled-Sidi-Chikh-Gheraba, les tribus françaises clientes des Zoua-Gheraba d'El-Abiod et les tribus de l'Ouest qui s'étaient fixées à Figuig et au Maroc bien avant 1830; ces dernières sont les seules visées par la convention de 1845 qui les a déclarés marocaines.

pour servir avec l'émir. Une seule fois, en 1838, au siège d'Aïn-Madhi, on vit les Zoua des Ouled-Sidi-Chikh marcher avec Abdelkader, mais alors les zaouïa d'El-Abiod avaient un intérêt direct à ruiner la zaouïa de Tidjini qui, par sa popularité, leur faisait, dans tout l'extrême Sud et au delà des Areg, une redoutable concurrence au point de vue de l'encaissement des aumônes, redevances et offrandes religieuses.

La victoire d'Isly et le traité de Tanger en 1844, mais surtout la convention du 18 mars 1845 entre la France et le Maroc donnèrent beaucoup à réfléchir aux Ouled-Sidi-Chikh. Les deux chefs, Si Hamza Ould Si Boubekeur Es-S'rir, chef des Zoua-Cheraga, et Chikh ben Taïeb, chef des Zoua-Gheraba, se mirent d'un commun accord en relation avec l'empereur Mouley Abderrahman et le consultèrent sur la ligne de conduite qu'ils avaient à suivre.

L'empereur, encore sous l'impression salutaire de la bataille d'Isly, les mit au courant des pourparlers engagés entre lui et la France au sujet de l'émir Abdelkader qu'il s'était engagé à ne pas laisser se réfugier au Maroc. Il leur fit connaître, en outre, que le fait de leur domicile patrimonial à El-Abiod, déclaré ksar français dans la convention de 1845, empêchait la cour de Fez de les appuyer contre les Infidèles que Allah avait fait succéder aux Turcs comme souverains du Moghreb central.

C'est à la suite de ces négociations et au moment où l'émir vaincu et épuisé se voyait contraint de renoncer à la lutte, que les deux chefs des Zoua-Cheraga et Gheraba se décidèrent à faire acte de soumission à la France.

Au mois d'avril 1847, ils envoyèrent une double députation au général Renault alors en tournée dans le sud de la subdivision de Mascara et campé au nord-est des Arbaouat. Ces députations étaient conduites par deux proches parents des chefs de famille : Djelloul ben Hamza, cousin germain de Si Hamza, et Si Mohammed, frère de Chikh ben Taïeb. Ils amenaient deux chevaux de gada, 18,000 fr. de tribut comme preuve de ce que les

Ouled-Sidi-Chikh, tant Cheraga que Gheraba, reconnaissaient l'autorité de la France. Les chefs de famille s'excusaient, par la bouche de leurs délégués, de ne pas se présenter eux-mêmes, alléguant que du temps des Turcs, musulmans comme eux, ils étaient dispensés de tout hommage personnel vis-à-vis du bey ; ces délégués ajoutaient qu'en ne compromettant pas leur prestige religieux par une démarche humiliante vis-à-vis des Chrétiens, les chefs des Ouled-Sidi-Chikh seraient mieux à même de pouvoir empêcher leurs clients de prendre part à la guerre sainte à laquelle les conviaient les prédications fanatiques d'Abdelkader et de Bou Maza.

En 1847, au sud de Géryville et dans les circonstances où se présentaient ces députations, on n'était pas en situation de songer à discuter les termes de ces soumissions volontaires qui furent considérées comme un événement très heureux. On fit grand accueil aux députés et on les renvoya avec les titres de caïd des Ouled-Sidi-Chikh-Cheraga et caïd des Ouled-Sidi-Chikh-Gheraba.

L'année suivante ils vinrent offrir le même tribut. En 1849, Si Naïmi, frère puiné de Si Hamza nous fut donné comme représentant mieux les Ouled-Sidi-Chikh-Cheraga que le caïd Djelloul dont la situation familiale était moins en relief. On nomma Si Naïmi agha; mais, peu de mois après, Si Hamza, s'étant enfin décidé à consommer ce qu'il appelait « *son apostasie*, » se présentait de sa personne aux autorités françaises et était nommé agha en remplacement de son frère retenu à Oran pour cause de suspicion légitime.

La même année, Si Chikh ben Taïeb, chef des Gheraba, ayant échoué dans des démarches tentées à Oran pour avoir le titre d'agha et la suprématie sur les deux branches des Ouled-Sidi-Chikh, entrait ouvertement en insurrection contre nous et en lutte contre son cousin Si Hamza.

Cependant ce dernier continuait à se tenir beaucoup à l'écart ; et, dans notre entourage musulman, les plus

grands efforts étaient faits pour nous le représenter comme rebelle au même titre que son cousin et rival, Chikh ben Taïeb. On alléguait entre autres choses qu'il était en relation avec le prétendu cherif Si Mohammed ben Abdallah et qu'il lui avait même envoyé des cadeaux.

Ces accusations n'étaient sans doute pas sans fondement en ce sens qu'il y avait eu échange de lettres entre le faux cherif proclamé sultan de Ouargla et Si Hamza, le seigneur religieux des Chamba, nomades des environs de cette ville.

Mais alors la soumission de Ouargla était plutôt nominale que réelle, et toutes nos relations politiques de ce côté se bornaient à une assurance de protectorat platonique donnée par nous, sur sa demande, au chikh Taïeb ben Babia, sultan de Ngouça, ville rivale de Ouargla.

En réalité, les menées hostiles signalées à la charge des Ouled-Sidi-Chikh-Cheraga, seuls influents dans l'est, étaient le fait des intrigues du soff des Zoua-Gheraba intéressés en la personne de leur chef, Chikh ben Taieb à compromettre Si Hamza vis-à-vis de nous et à envenimer les germes de désordre qui déjà existaient dans sa propre famille.

La chose, du reste, était facile : De tout temps, les oncles et quelques-uns des frères de Si Hamza avaient trouvé trop libérale et trop française la politique suivie par le khalifat et par son fils aîné Si Boubekeur. Pour faire aboutir cette désapprobation, jusqu'alors discrète, à la création d'une coterie plus active et plus compromettante, Chikh ben Taïeb avait à sa dévotion un fanatique marocain du nom de Ben Heurma, père d'une des femmes de Si Hamza, et grand-père des trois enfants qui devaient plus tard conduire contre nous l'insurrection de 1864. L'aîné de ces enfants était déjà d'âge à comprendre et à suivre les conseils de sa mère qui, avec son exaltation de fille et de femme de marabout, rêvait pour ses fils une gloire plus pure et plus orthodoxe que celle

que pouvait acquérir un Musulman transformé en agent des Chrétiens.

Nous ignorions alors complètement l'existence de toutes ces intrigues dont nous n'avons pu reconstituer les détails que beaucoup plus tard. Notre entourage arabe présentait les choses tout autrement et se montrait de plus en plus acharné contre Si Hamza. La véritable raison était que cet entourage, composé en majeure partie des anciens chefs des Makhzen turcs devenus nos agents et déjà appelés à de hautes situations en raison de leurs services contre l'Émir Abdelkader, voyaient avec un chagrin et une jalousie mal dissimulés, notre confiance, et surtout nos faveurs, se porter sur une personnalité de l'importance de Si Hamza qui les éclipsait tous par son prestige religieux et sa très haute naissance (1).

Ce sentiment a persisté jusqu'à présent chez beaucoup de nos meilleurs serviteurs ; il a été cause de bien des mesures regrettables qui n'ont pas été sans influence sur les causes indirectes de la grande défection de 1864, et qui surtout, ont, de 1868 à 1884, empêché la paix de se faire et les Ouled-Sidi-Chikh de se soumettre.

C'est dans ce milieu, qui, on doit le reconnaître, est beaucoup plus franchement rallié à nous que les nomades des Ouled-Sidi-Chikh — mais qui est incapable de les remplacer dans le Sahara — qu'aujourd'hui encore bon nombre d'excellents esprits puisent des informations malveillantes ou calomnieuses contre les Ouled-Hamza.

En 1852, pour tenir compte de ce courant d'opinion, on invita Si Hamza à venir à Oran et, sous divers prétextes, on l'y retint pendant six mois dans une espèce d'internement déguisé, entouré d'ailleurs de très grands

---

(1) Sidi Chikh descend en ligne directe du premier khalife Abou Beker. La tribu, avant de prendre le nom du saint, était dite : tribu des Bekria ou des Ouled-Sidi-Bou-Beker.

ménagements. Mais il ne tarda pas à convaincre le général Pélissier du peu de valeur des accusations portées contre lui; celui-ci le crut et l'emmena avec lui dans son expédition de Laghouat. Si Hamza, avec un goum de six cents chevaux, battit en plusieurs rencontres et d'une façon complète les goums des Ouled-Naïl et des Larba alors contre nous, et eut ainsi une part active et brillante dans les combats qui nous rendirent maîtres de Laghouat.

En récompense, le général Pélissier le fit nommer khalifa.

Dans les premiers jours de l'année suivante, Si Hamza, sur les confins du sud marocain, enlevait et nous ramenait l'importante et insaisissable tribu des Hamyan-Chafaa que la convention de 1845 nous avait donnée comme sujets, avec l'arrière-pensée que jamais nous ne serions assez habiles ni assez agiles pour les joindre dans le Sahara et les ranger sous notre autorité.

A la fin de cette même année 1853, le khalifa Si Hamza, parti avec le colonel Durrieu et une colonne légère, nous faisait, sans coup férir, traverser le Sahara, Metlili, le Mzab et planter, pour la première fois, le drapeau de la France sur les vieilles casba de Ngouça et de Ouargla.

Ce fut encore grâce à ce khalifa que deux officiers, MM. Colonieu et Burin, purent parcourir, en géographes pacifiques, le Touat, le Gourara et le Tidikelt, et que Duveyrier put impunément aller à El-Goléa et chez les Touareg.

En ce temps-là, les populations au delà de l'Areg ne nous craignaient ni ne nous haïssaient. Elles ne voyaient en nous que les successeurs et les continuateurs des deys d'Alger dont l'activité politique ne s'était jamais tourné de leur côté. Elles étaient du reste rassurées par la présence, entre elles et nous, de cette principauté héréditaire des Ouled-Sidi-Chikh que nous semblions respecter dans son intégralité et dont le prestige religieux était alors dans tout son éclat. A cette époque, les

Snoussya, n'étaient pas encore devenus une puissance, les khouan Taïbya et Qadrya étaient restés inféodés aux deux soff des Ouled-Sidi-Chikh et les Tidjanya qui, cependant, représentaient un soff différent, étaient connus comme plus sympathiques aux Français qu'aux Turcs ou à l'Émir Abd El-Kader dont ils avaient eu gravement à se plaindre avant et après 1830.

Ces sympathies furent même assez vives un instant pour que, en 1857, une députation d'un des soff d'Insala vînt à Alger demander à la France un protectorat analogue à celui accordé au Mzab en 1853.

Depuis, les choses ont changé du tout au tout.

D'autres soff d'Insala s'étant inutilement adressés à l'empereur du Maroc, descendant, « vicaire » du Prophète et chef spirituel de l'islam dans l'Afrique Occidentale, tout le Tidikelt a fini par ne plus admettre qu'une seule suprématie, à la fois politique et religieuse, celle de Djerboub, c'est-à-dire des Snoussia. Quant à ces mêmes Touareg qui, si longtemps avaient favorisé les entreprises commerciales des Tidjanya dans le Soudan, ils n'ont pas hésité, en 1881, à assassiner, comme un vulgaire roumi, le moqaddem de cet ordre religieux qui accompagnait la mission Flatters. Ce fait, qui a passé presque inaperçu, a cependant, au point de vue islamique, une signification énorme. Il montre que toute influence religieuse, ouvertement à notre service, est frappée d'anathème et mise hors la loi par les Snoussya et leurs adhérents.

La fidélité du khalifa Si Hamza ne se démentit jamais jusqu'à sa mort survenue en 1861 à Alger; mort mystérieuse qui fut mise alors sur le compte du choléra, mais que les indigènes donnèrent comme le résultat d'un empoisonnement commis par les Français. Plus tard, au contraire, il fut affirmé qu'il y avait bien eu empoisonnement mais par la main d'une de ses femmes agissant à l'instigation du parti intransigeant de la famille qui ne pardonnait pas au marabout sa soumission à la France.

Si Boubekeur ben Hamza, son fils aîné, venait de se signaler par la prise du faux chérif, Mohamed ben Abdallah, quand il fut appelé par nous à remplacer son père avec le titre de bachagha. C'était un homme remarquablement doué, franchement rallié à nos idées et des plus sympathiques.

Malheureusement, il mourut subitement en juillet 1862, et sa mort donna lieu aux mêmes commentaires calomnieux vis-à-vis des Français et peut-être fondés vis-à-vis de la femme Et Talia bent Rabah à laquelle on attribua, plus tard, à tort ou à raison, un troisième empoisonnement, celui de son second mari, le caïd Djelloul ben Hamza, homme également dévoué à notre politique.

Avec Si Boubekeur se termina cette période de calme, de sécurité et d'influence dont pendant une quinzaine d'années nous avions été redevables aux Ouled-Sidi-Chikh-Chéraga.

Est-ce dire que le régime sous lequel vécurent les Sahariens pendant ces quinze années soit celui qu'il faille recommander comme convenant le mieux à ces régions?

En aucune façon, et il était appelé avec le temps à se transformer dans un sens libéral comme s'est transformé partout en Algérie le régime des indigènes, jadis taillables et corvéables à merci, entre les mains des grands chikh héréditaires et des autres représentants de cette féodalité arabe qui pesait si lourdement sur le pays.

Mais quelles qu'aient été les défectuosités d'un système qui reposait uniquement sur le bon vouloir d'une personnalité assez forte par ses propres moyens pour pouvoir se soustraire à notre direction et nous obliger à compter avec elle, ceux qui l'inaugurèrent dans le sud oranais furent certainement des gens habiles et pratiques. Sans brûler une cartouche, sans répandre le sang de nos soldats, sans nous rendre odieux ou même

antipathiques aux indigènes, nous étions devenus, du jour au lendemain et dans des conditions assurément meilleures que les Turcs nos prédécesseurs, les maîtres reconnus de plus de 4,000 kilomètres carrés dans lesquels gravitaient de nombreuses tribus alors insaisissables, et qui nous donnaient plus de 55,000 contribuables.

En ne nous ingérant pas directement dans l'administration ou le gouvernement quelque peu fantaisiste et arbitraire de Si Hamza, en ne touchant ni à ses privilèges séculaires, ni aux habitudes de ses clients, nous faisions accepter sans trop de répugnance l'autorité nominale de la France sur les hauts-plateaux et dans le Sahara Algérien, au sud duquel les populations d'au delà des Areg restaient sans crainte et sans défiance.

Rien, il est vrai, n'était fait pour les attirer à nous, Sebdou, Saïda, Laghouat et Tougourt leur semblaient les dernières limites de l'expansion française vers le Sud, mais rien non plus ne les incitait à se refuser à des relations pacifiques et commerciales que le temps aurait pu développer et rendre plus étroites.

Avant 1864, nous n'avions et nous ne pouvions avoir d'autre objectif que d'assurer dans les conditions les moins coûteuses et les plus certaines, la sécurité dans un pays de plus de 700 kilomètres de frontières sahariennes. Ce résultat, les Ouled-Sidi-Chikh nous le firent obtenir sans grosses difficultés ; il était assez important pour nous faire fermer momentanément les yeux sur bien des choses contraires à nos idées humanitaires et démocratiques mais ayant leur excuse dans l'impossibilité absolue où nous étions d'employer d'autres procédés.

IV

Les expédients militaires de 1864 à 1872

La mort de Si Boubekeur Ould Hamza, en 1862, ouvrit pour nous dans le sud des territoires d'Alger et d'Oran une ère de difficultés et de dépenses qui n'est pas encore fermée.

Le sympathique agha ne laissait qu'un enfant en bas âge et la succession de l'autorité familiale mettait à la tête des Ouled-Sidi-Chikh-Cheraga, son frère consanguin Si Sliman ben Hamza, le fils aîné de cette Rekeia bent El-Heurma dont nous avons indiqué le rôle dans les intrigues qui se déroulèrent autour du vieux Si Hamza et qui accréditèrent le bruit de ce triple empoisonnement commis par une de ses co-épouses.

Sliman ben Hamza avait été élevé à l'école du fanatisme : sa mère l'avait tenu à l'écart de tout ce qui aurait pu lui faire connaître et aimer la France et elle avait développé en lui les instincts d'ambition, de mysticisme et d'orgueil qui déjà faisaient le fond de son caractère.

Dès qu'il fut investi de son titre d'agha, ses premiers actes furent marqués au coin de la réaction la plus violente contre ce qu'avait fait son frère aîné et il éloigna de lui tous les gens qui avaient appartenu à l'entourage de Si Boubekeur ainsi que ceux qui étaient connus comme ayant des sympathies pour la France.

A cette époque, notre autorité n'était contestée nulle part : nous étions les maîtres obéis du Souf, de Tougourt, et des autres ksour sahariens ; nous avions bien encore de sérieux égards pour quelques grandes personnalités

qui, par leurs services passés, leurs âges ou leurs situations acquises méritaient un traitement exceptionnel, mais l'obéissance était partout, et nous brisions les résistances là où elles se montraient.

Or, en 1862, Si Sliman n'avait que vingt ans : il était peu fait pour se plier aux exigences d'une situation en sous ordre. D'autre part, ni sa jeunesse, ni son caractère, ni ses allures de sectaire, n'étaient faits pour lui attirer des sympathies ou des tolérances qui déjà n'étaient plus dans nos mœurs administratives.

Nos officiers, qui, grâce au concours loyal de Si Boubekeur, avaient déjà commencé à s'occuper plus directement des Ouled-Sidi-Chikh, à réformer quelques abus et à affirmer nos idées de justice, entendaient continuer leur œuvre de progrès.

Des froissements ne tardèrent pas à se produire. On sait le reste ; le 16 février 1864, Si Sliman entrait en insurrection entraînant avec lui tous les siens et les trois quarts des tribus sahariennes. Le 8 avril, à Aïounet-Boubekeur, il était tué dans le guet-apens qu'il avait ourdi et où succombaient avec lui le colonel Beauprêtre et ses braves compagnons.

Son frère germain, Si Mohammed Ould Hamza, qui nourrissait contre nous une haine encore plus ardente que Si Sliman, le remplaça à la tête de l'insurrection et pendant un an il lutta contre nous avec une âpreté et une vigueur remarquable : il fut tué le 4 février 1865 au combat de Garet-Sidi-Chikh.

Avec ce combat se termine la période suraiguë de l'insurrection : Si Ahmed ben Hamza a bien la haine et le fanatisme aussi violents que ses deux frères germains, Si Sliman et Si Mohamed, mais il n'a que 14 ou 15 ans et son orgueil l'empêche d'abord d'accepter complètement la direction de son oncle Si Lalla, le plus actif et le plus habile de nos adversaires.

Dès lors, au lieu de la guerre incessante et continue faite avec des tribus constituées, ce ne sont plus que

des incursions, des coups de mains et des surprises. La dernière razzia de Si Ahmed a lieu en décembre 1867 sur les Hamyan de Sebdou.

A cette date il était en froid avec son oncle Si Lala, qui, dans l'Est, entamait déjà avec nous des pourparlers qu'il devait renouveler plusieurs fois par la suite, mais sans solution possible, car il entendait traiter de puissance à puissance et nous voulions qu'il se rendît à merci.

En octobre 1868, Si Ahmed meurt du choléra au Tafilalet et avec lui tombe cet esprit de haine aveugle qui pendant quatre ans a animé les Ouled-Sidi-Chikh.

Ce que furent ces premières années de lutte contre les petits-fils de Ben-Heurma, un écrivain de talent, le colonel Trumelet, l'a raconté en détail avec autant de verve que de compétence. Il a mis en relief, comme il était juste de le faire, l'héroïsme et le dévouement de nos soldats dans cette guerre sans fin, toute de fatigues et de misères, sous un ciel de feu le jour et de glace la nuit, et où, pour tout résultat, on arrivait à la possession éphémère et inutile de quelque solitude saharienne sur laquelle un ennemi insaisissable venait le lendemain évoluer impunément entre nos lourdes colonnes.

Mais ce que le sympathique colonel n'a pas pû dire parce que nul ne le saura jamais au juste, c'est ce que nous a coûté, depuis 1864, la conquête toujours à refaire, de ces immensités *dont la possession est cependant indispensable à la sécurité de notre Tell et de nos colons.*

On s'aperçut du reste assez vite que les dépenses étaient tout à fait hors de proportion avec les résultats obtenus, et que les bons effets produits par ces lointaines expéditions cessaient presque aussitôt, dès que les colonnes n'étaient plus en mouvement.

On aurait pu ajouter que ces résultats étaient souvent néfastes, car lorsque nos colonnes expéditionnent dans le Sud, elles ne peuvent le faire qu'en empruntant au

Tell ses bêtes de bât et ses hommes valides qu'elles emploient comme muletiers, chameliers, convoyeurs, courriers et goumiers. Ce sont alors des réquisitions vexatoires, sur lesquelles il faut fermer les yeux, car le temps presse; des cultures désorganisées, des douars dégarnis de leurs meilleurs éléments et où il ne reste que des vieillards regrettant le passé et blâmant le présent, de tout jeunes gens prompts à s'exalter, et des femmes malheureuses et sans protection qui maudissent les Français. Bref, nos expéditions dans le Sud sèment derrière elle la misère, la désaffection, et trop souvent l'insurrection, car les agitateurs ont beau jeu dans ce milieu énervé et mécontent, qui sait nos garnisons du Tell absentes ou réduites à leur extrême minimum.

L'autorité militaire n'ignorait pas toutes ces difficultés et elle essaya d'y faire face par l'emploi simultané ou successif de tous les moyens dont elle pouvait disposer : colonnes d'observations, colonnes mobiles, makhzen, goum, petits postes, influences ou rivalités indigènes.

Mais tous ces moyens plus ou moins bons en théorie se heurtaient dans la pratique à des inconvénients et à des impossibilités, se résumant toutes en des difficultés, de communication, de locomotion, de ravitaillement, d'installation ou en des dépenses excessives.

On en fit la dure expérience.

Les colonnes d'observation, dans le Sahara, sont à la fois ce qu'il y a de plus dispendieux, de plus pénible, et de moins effectif; leur isolement — car en 1864 on n'avait pas encore le télégraphe optique — les condamne à ne savoir ou se porter, et les force à avoir de lourds approvisionnements qu'il faut avoir le moyen de renouveler et de transporter avec soi si l'on vient à bouger.

La mauvaise qualité des eaux et des vivres de réserve, le climat, l'inaction surtout et l'ennui affectent vite la santé et le moral du soldat. L'effet est nul ou a peu

près : la colonne garde un point reputé stratégique — (et qui le serait en tout autre pays) — mais à côté duquel passe comme il le veut l'ennemi saharien dont les éclaireurs (chouaf), n'ont pas cessé un instant de la surveiller à notre insu, pendant qu'elle même n'a pu rien voir ni rien observer, si ce n'est le vide et la solitude.

Tout le monde aujourd'hui a encore présent à la mémoire l'incident du colonel M..., gardant avec sa colonne, en 1881, le point stratégique du Kheider, qui sur les cartes, en effet, semble avoir une réelle valeur. — Bou Amama, par un siroco violent en plein midi, passait à quelques kilomètres au milieu de ce chott qui figure sur ces cartes comme un beau lac bleu. L'atmosphère obscurcie par la poussière le dérobait à notre vue, et quand on le signala, il était trop tard, on ne put le rejoindre.

Organisée d'avance et théoriquement prête à partir dans les 24 heures d'une garnison choisie à l'avance comme Sebdou, Saïda, Géryville, Laghouat, Biskra, *la colonne mobile* a été souvent employée avec succès. Elle a cependant, et elle avait surtout en 1864 quelques-uns des inconvénients des colonnes d'observation en ce qui regarde l'installation souvent défectueuse, et le prix de revient des approvisionnements. Puis, dans la pratique, la facilité de mise en mouvement de ces colonnes n'est pas aussi réelle que le voudrait la théorie. Généralement on recule devant l'entretien en permanence de l'énorme quantité de bêtes de bât nécessaires au convoi en ce pays sans ressources, sans routes et sans chemin de fer ; Laghouat seul a un équipage de chameaux toujours prêts, mais d'un effectif insuffisant et en général on n'a sous la main que les mulets de l'armée nécessaires aux ambulances, à l'artillerie et à l'état-major. Le reste doit être fourni par les tribus voisines ; il faut le temps d'aller les requérir, de les réunir, de les amener et de les organiser en convoi. Ajoutons que malgré les ordres, les plus formels en principe, il y a toujours des nécessités

impérieuses qui obligent à prendre, exceptionnellement, dans la colonne mobile, des mulets, des officiers, des médecins et jusqu'à du matériel et des détachements entiers, de sorte qu'au moment du départ il faut réorganiser et faire rentrer souvent de fort loin des éléments trop dispersés.

Du reste alors même que la colonne mobile est en mesure de se mettre de suite en mouvement, l'allure de sa marche reste la même et comme son point de départ, quelque stratégique qu'il soit, est toujours au nord des rebelles sahariens qui, au Sud, ont l'espace libre, ces colonnes, pas plus que les autres, ne réussissent à les gagner de vitesse ou à leur couper la retraite.

« Avoir la prétention de soumettre et de pacifier le » Sahara avec des colonnes militaires péniblement ravi- » taillées par des convois de bêtes de somme sera tou- » jours une chimère irréalisable (1). »

Cette opinion qui a été formulée dans ces dernières années par un ingénieur, a été de tout temps celle des meilleurs de nos généraux d'Afrique, de ceux-là même qui ont été assez habiles pour obtenir ou l'éloignement, ou la soumission momentanée des rebelles et des agitateurs.

Il suffira pour s'en convaincre de relire attentivement l'ensemble des circulaires et instructions du maréchal Bugeaud.

Aussi ces généraux ont-ils cherché toujours à compléter l'action des colonnes par l'emploi des moyens indigènes, politiques ou religieux. Mais l'emploi de ces moyens est toujours délicat et peu sûr, car nos institutions démocratiques, notre administration régulière et notre esprit laïque répugnent à certains procédés.

Il en est un pourtant qui a souvent trouvé grâce devant le public, c'est l'emploi des makhzen et des goum. Il en a été fait souvent usage en Algérie. Voyons ce que cela vaut au juste.

---

(1) Duponchel, *Revue des deux mondes*, 15 mai 1881, page 387.

Des makhzen avaient été employés déjà bien avant 1864. On avait espéré obtenir chez eux ces conditions de mobilité et de célérité que ne pouvaient avoir nos troupes régulières. Ils rendirent quelques services, mais là encore les esprits pratiques durent rabattre beaucoup des espérances qu'avaient eues les promoteurs et les partisans de ces corps irréguliers.

On a trop vécu sur le souvenir des makhzen turcs. Ces makhzen, tout d'abord, n'existaient que dans le Tell, puis s'ils constituaient de vigoureuses et terribles troupes, c'est que les Turcs leur donnaient des exemptions d'impôts, des apanages territoriaux considérables, et une immunité presque absolue pour toutes les rapines, razzia, pillages et exactions qu'ils commettaient sur les raïa, à l'occasion ou en dehors du service du beylik.

De pareilles tolérances et de telles générosités ne sont pas dans nos mœurs administratives; aussi n'avons-nous jamais réussi à conserver longtemps des makhzen énergiques, malgré nos sacrifices et nos efforts pour les organiser et les entretenir. Tant qu'ils vivent à proximité d'une tribu qu'ils ont la possibilité d'atteindre quelquefois et la permission de razzer, cela va encore; mais quand ils n'ont devant eux aucun espoir de butin, et que nous voulons les astreindre à des services de reconnaissance et de patrouilles armées, comme nous le ferions avec des soldats réguliers, nous les voyons bien vite fondre entre nos mains ou rester inactifs.

Cette dernière remarque s'applique aux goum comme aux makhzen. Nos colonnes *ont néanmoins toujours besoin de leur utile concours,* et on a réussi souvent avec eux à obtenir, de temps à autre, de très brillants succès. Bien commandés, bien organisés, bien homogènes, les goum se battent très bien, mais ces conditions de recrutement et de commandement sont des plus délicates et elles se compliquent de tant d'autres conditions accessoires qu'il faut ranger les goum parmi les

expédients militaires sur lesquels on n'est jamais en droit de compter d'une façon absolue : leur emploi donnant parfois des résultats admirables, et d'autrefois étant une cause de désordre, d'embarras et d'insuccès relatifs.

Il est d'ailleurs un fait d'observation dont on ne tient pas assez compte à propos de l'utilisation des makhzen et des goum, dont l'objectif est moins le combat que la razzia : c'est que plus l'indigène est civilisé, plus il est disposé à se rallier à nous ou même simplement à apprécier la vie agricole et les relations commerciales, plus il fait un médiocre goumier. D'une façon plus générale encore, on peut dire que plus on s'enfonce vers le Sud, plus le nomade est redoutable par ses qualités guerrières, ses ruses, sa mobilité et ses instincts de partisan et de bandit. Ainsi avant 1830 sur le méridien d'Alger les nomades du Titery et du sud de Médéa, aujourd'hui à peu près fixés au sol, étaient ordinairement battus par les Ouled-Chaïb de Boghar. Ceux-ci, à leur tour, redoutaient les Ouled-Naïl, ces terribles marcheurs qui, à pied ou à cheval, franchissent des espaces insensés et qui cependant subissaient si souvent les exigences des brillants cavaliers des Larba et des Harzalia. Ceux-ci eux-mêmes ne se gardaient pas toujours avec succès contre les incursions des Chamba. — Et, en fin de compte, ces Chamba qui sont le type du nomade aventurier que n'arrête ni la distance, ni la fatigue, ni les privations, sont tenus en piètre estime par les Touareg qui ont une supériorité incontestable sur tous les nomades sahariens, de Tunisie, d'Algérie ou du Maroc.

On pourrait multiplier ces exemples sur tous les méridiens de l'Algérie, — avec des noms et des faits à l'appui. L'enseignement qui s'en dégage pour nous, c'est que dans nos guerres sahariennes nos auxiliaires, pris dans les tribus des hauts plateaux ou de la lisière du Tell ne valent jamais comme ruse, célérité et entrain les contingents de nos adversaires.

Nous en avons fait l'expérience dans nos luttes contre les Ouled-Sidi-Chikh, et plus récemment dans l'insurrection de Bou Amema en 1881 (1).

Puis, n'est-ce pas une véritable faute politique que cet emploi si fréquent des goum et makhzen qui conservent et entretiennent ainsi les habitudes guerrières et nomades chez des indigènes dont notre intérêt est de faire des producteurs pacifiques, pasteurs ou agriculteurs. Il est arrivé que des groupes qui avaient pris goût aux labours et à la vie sédentaire, étaient en quelque sorte ramenés par nous vers la vie vagabonde de leurs pères, car nous avons été parfois forcés d'interdire à des tribus de vendre leurs chevaux de selle ou de les troquer contre des mulets et des bœufs de labour, et cela parce que nous avions besoin de leur service de goum ou de makhzen. C'était assurer le présent au détriment de l'avenir et sortir de notre rôle de colonisateur.

Convaincus de l'insuffisance des goum et des maghzen quand ils ne sont pas appuyés, dirigés et surveillés par nos colonnes, nous avons plus tard pensé à fortifier leur action et la nôtre par la création de petits postes permanents.

Il n'y en avait cependant encore que fort peu dans l'Ouest, au début des opérations contre Sliman ben Hamza, car ce n'est que plus tard qu'on les a multipliées, mais plutôt comme moyen administratif que comme défense militaire. Ces petits postes, qui ont été souvent préconisés par des personnalités militaires d'une haute compétence, ont été aussi très vivement critiqués par d'autres militaires non moins compétents. Comme tou-

(1) Le seul succès de goum que nous ayions eu, en 1881, à Madena, a été dû à une double trahison d'un chef indigène que nos ennemis croyaient à leur dévotion et qui, gêné par nos colonnes, se sentant suspecté et près d'être découvert, s'est tiré d'affaire en enlevant et en pillant une razzia faite par Bou Amema qui ne se méfiait pas de lui.

jours la vérité est entre les opinions extrêmes. Des petits postes isolés et en l'air, très utiles en temps de paix pour l'administration et la surveillance du pays, deviennent un véritable danger en temps de guerre : « parce que, dit » le maréchal Bugeaud, non seulement ils immobilisent » une partie des forces de l'armée, affaiblissent numéri- » quement les colonnes agissantes, mais encore parce » qu'ils absorbent une partie de l'action des troupes » restées mobiles, puisque celles-ci sont chargées de les » ravitailler, de satisfaire à leurs besoins et d'aller à leur » secours au lieu de faire des opérations utiles contre » l'ennemi ; parce que ces secours n'admettent pas de » retard, qu'il faut souvent marcher par le temps le plus » défavorable et que de là peut naître une catastrophe. » Les postes qui ne sont pas démontrés d'une nécessité » absolue doivent être soigneusement évités, car ils sont » une source d'embarras, de faiblesse et de danger (1). »

C'est une erreur, croyons-nous, de supposer qu'une ligne continue de forts échelonnés à 25, 30 ou 40 kilomètres les uns des autres peuvent couvrir une frontière saharienne contre des incursions de nomades. Ce qui est efficace et pratique en Europe, avec des armées organisées, des routes tracées, cesse de l'être dans le Sahara. Car selon l'opinion du maréchal Bugeaud — auquel il faut toujours revenir en matière de guerre algérienne — ces postes « n'assurent pas les communications, n'ont » aucune action sur le pays et ils ne gardent réellement » *qu'un point.* »

Or, dans le Sud, un point gardé peut empêcher de passer une caravane pesamment chargée ou une tribu en migration avec ses tentes, ses vieillards, ses femmes et surtout ses troupeaux dont l'abreuvement périodique lui fait de préférence prendre telle ou telle route. Mais la garde d'un point d'eau ou d'un défilé saharien n'empêchera jamais de « passer à côté » un djich, un rezou, ou

(1) Circulaire du 8 mai 1846.

même une harka, c'est-à-dire les trois variétés de bandes armées que nous avons à craindre : celle du vulgaire bandit coupeur de route de profession, celle de l'aventurier ou du partisan en quête de pillage, celle du chef nomade opérant en guerilla contre des douars campés en arrière du point gardé.

L'établissement d'un fortin ou d'une redoute sur les hauts-plateaux comme dans le Sahara est donc logiquement *la conséquence* et non pas la préparation *de l'occupation pacifique* du pays.

C'est une station commerciale, un caravansérail, un dépôt de vivres, un logement de fonctionnaire ou d'agent français, un bureau de poste, un corps de garde de police, une construction enfin, à laquelle son isolement impose une forme *défensive* qui lui permette de repousser l'espèce de malfaiteurs spéciale au pays. Mais, à moins d'augmenter démesurément ses proportions; ce n'est pas un ouvrage de fortification pouvant concourir à une action militaire si minime quelle soit.

Ce n'était donc pas par des créations de ce genre, pas plus que par les moyens précédemment analysés, que l'autorité française pouvait espérer arriver à la pacification du pays. Le gouverneur pensa alors à susciter contre les zoua des Ouled-Sidi-Cheikh-Chéraga de grandes personnalités indigènes dont la situation de famille et l'influence héréditaire fussent telles qu'elles pussent suppléer les anciens seigneurs d'El-Abiod dans le rôle de gardiens de nos frontières sahariennes et repousser, par les moyens indigènes, les harka et rezou qui parcouraient le pays de Ouargla à Figuig.

Dans l'Est, on trouva bien ces personnalités; nous avons dit plus haut dans quelles conditions, dans quelles limites restreintes la combinaison d'Ali Bey ben Ferhat put momentanément réussir de 1864 à 1872. Ajoutons que la famille de ce chef indigène était depuis longtemps en relation d'amitié avec la personnalité religieuse la plus en vue du pays, et que la zaouïa de Temacin, depuis

longtemps ralliée à la France par la nature même de ses doctrines Tidjaniennes, l'aida de tout son crédit qui était grand, mais qui depuis s'est usé quelque peu à notre service.

Dans l'Ouest, ce fut plus difficile et, en fin de compte, on échoua complètement. Nous avions bien à Relizane, à Frenda, à Sebdou, Saïda, Tiaret, Laghouat, Djelfa des personnalités indigènes qui semblaient à *priori* offrir une grande surface, et qui surtout avaient joué, soit sous les Turcs, soit dans nos luttes contre Abdelkader des rôles considérables. Aucun d'eux cependant n'était de taille à pouvoir nous aider: c'étaient des gens du Tell, et dès qu'on voulait les utiliser sur les hauts-plateaux, eux et leurs gens n'étaient plus que des combattants ordinaires, braves et dévoués, mais sans aucune influence politique sur les nomades. Quant aux influences religieuses, celles que nous aurions pu utiliser, étaient des influences locales dont l'action ne dépassait pas le Tell.

Les choses en étaient encore là à la fin de 1867, et notre embarras était grand quand, dans les premiers jours de janvier 1868, une des individualités les plus en vue des Zoua-Gheraba, Si Sliman ben Kaddour, qui depuis deux mois nous combattait comme allié de Si Ahmed ben Hamza, vint nous annoncer sa rupture avec son cousin, nous offrir ses services et nous ramener quelques fractions des Ouled-Abdelkerim et des Rezaïna en défection depuis 1864.

Nous crûmes avoir mis la main sur un personnage à la fois politique et religieux, et nous acceptâmes ses services avec empressement. En réalité, nous n'avions en Sliman ben Kaddour qu'un chef de partisans, plein de bravoure, d'entrain, d'énergie et d'audace, et ayant avec lui des goums tout formés et aussi vaillants, sinon plus, que ceux des Zoua-Cheraga. C'était déjà beaucoup.

Pendant un an, Si Sliman, opérant, il est vrai, bien plus pour son compte que pour le nôtre, se livra sur les

Chéraga à toute une série de razzia plus fructueuses pour lui que profitables à notre influence. En récompense, on le nomma, en avril 1869, agha de Geryville.

Ces razzia et cette nomination donnèrent à réfléchir à ceux que la mort de Si Ahmed ben Hamza venait de placer à la tête des Cheraga.

Ces nouveaux chefs étaient fort différents des précédents : tout d'abord, ils n'étaient pas de la même race ; Si Kaddour ben Hamza et Si Eddin ben Hamza, issus de lits différents, avaient en effet pour mères deux négresses : une Soudanienne et une Abyssine. Grâce à cette origine, qui leur avait fait prendre rang après leurs frères consanguins plus jeunes qu'eux, ils n'avaient pas puisé dans le sang maternel ce fanatisme sauvage qui animait les trois petits-fils de Ben Heurma. Tenus par ce seul fait un peu au second plan, ils s'étaient tout naturellement trouvés rapprochés, depuis 1864, du soff de feu Boubeker, c'est-à-dire de ce qu'on pourrait appeler le soff français. Le fils de l'agha, le jeune Si Hamza, alors âgé de cinq ans, se trouvait de fait et de droit sous leur tutelle.

Leur premier mouvement, quand ils furent à la tête de la famille, fut de chercher à dégager leur responsabllité d'actes qu'ils n'avaient ni conseillés ni dirigés, mais qu'ils avaient dû subir et auxquels, en raison de leur situation familiale, ils avaient dû aider, au moins comme guerriers. Ils commencèrent donc par se tenir à l'écart, cessant toute agression contre nos colonnes et restant dans une réserve calculée : ce n'était déjà plus des *rebelles*, c'était encore des *insoumis*. Au bout d'une année de cette existence, pendant laquelle ils n'eurent maille à partir qu'avec les Gheraba, ils nous firent (en octobre 1869) des ouvertures de soumission et engagèrent des pourparlers avec le général de Wimpfen commandant la division d'Oran.

Il eût été sage et politique de les accepter. On aurait pu alors, en partageant le Sahara entre les deux soffs

des Ouled-Sidi-Chikh, et en conservant Si Sliman ben Kaddour, comme chef effectif des Gheraba, réparer la faute commise en 1849, quand nous avions rejeté dans l'insurrection Chikh ben Taïeb, le chef légitime des dits Gheraba, par suite de notre refus de lui donner une situation égale à celle du chef des Cheraga.

On ne le fit pas, et, de même qu'en 1849, on avait sacrifié les Zoua-Gheraba aux Zoua-Cheraga, de même, en 1868, on repoussa durement les ouvertures des Zoua-Cheraga au profit unique de Si Sliman ben Kaddour, chef des Gheraba.

Les récents succès du nouvel agha de Géryville, obtenus sans dépenses pour notre budget, sans fatigue ni déplacement pour nos troupes, et aussi les quelques tentes que son influence avait réussi à ramener dans le devoir, nous avait tout à fait éblouis et trompés sur la valeur de cet étrange personnage dont le caractère énergique et les allures si franches, en apparence du moins, plaisaient à nos officiers.

Aussi, pendant que d'un côté on rejetait dans l'insoumission Si Kaddour et Si Eddin, on se laissait entraîner par les conseils de Si Sliman et, à son instigation, on organisait cette grosse colonne de l'oued Guir qui, dans la pensée du général de Wimpfen, devait rallier à nous tous les Gheraba encore hésitants, assurer le calme sur notre frontière et donner à Si Sliman une popularité et un relief dont on ne doutait pas un seul instant que tout le profit ne fût pour l'influence française.

Grâce à l'énergie de nos troupes et à l'infernal entrain de Si Sliman, l'expédition de l'Oued-Guir et d'Aïn-Chaïr fut brillante et porta, en effet, un coup terrible à la fortune de Si Kaddour ben Hamza, qui fut battu en diverses rencontres.

En juillet 1870, Si Sliman ben Kaddour passa du poste d'agha de Geryville à celui d'agha des Hamyan; établi à El-Aricha, avec ses nombreux nomades belliqueux, il semblait devoir mieux couvrir notre frontière.

Si Kaddour, en effet, sentit qu'il ne pouvait lutter et à la fin de l'année, en décembre 1870, il entama de nouveaux pourparlers.

Ces négociations, malgré les terribles évènements qui se déroulaient en France, firent quelque bruit; elles furent connues et approuvées du Gouvernement de Bordeaux (1).

Cependant elles ne devaient pas plus aboutir qne les précédentes; car, sans même parler des prétentions excessives de Si Kaddour, elles avaient contre elles : 1° l'ingérence de ce brouillon de Sliman ben Kaddour, peu soucieux d'avoir son rival comme collègue et surveillant; 2° les intrigues des chefs indigènes du Tell oranais qui, restés toujours hostiles aux Ouled-Sidi-Cheikh, tant Cheraga que Gheraba, parvinrent bientôt à nous persuader que ces négociations n'étaient que ruses de guerre.

Avaient-ils tort, avaient-ils raison? *Chi lo sa?*

Toujours est-il que les défiances réciproques s'accusèrent de plus en plus des deux côtés, et qu'après avoir traîné quatre mois, les pourparlers se terminaient brusquement le 17 avril 1871, par un sanglant combat à El-Magoura, chez les Ouled-En-Nhar.

Cette rupture, à laquelle il n'était probablement pas étranger, combla d'aise Si Sliman qui restait seul au pouvoir. Malheureusement, il manquait de sens politique, et il abusa de cette situation pour mettre en coupe réglée les Hamyan, ses administrés, et les Marocains, ses voisins. Ce régime d'intimidation provoqua de nombreuses défections de gens qui allèrent rejoindre Si Kaddour; mais il assura pendant tonte l'année 1871 un calme absolu dans la division d'Oran, alors qu'une formidable insurrection désolait les provinces de Constantine et d'Alger.

---

(1) Trumelet, *Notes pour servir à l'histoire de l'insurrection*, 2e partie, chap. XVI; *Revue africaine*, janvier 1883.

Cependant, les mécontents affluant de tous côtés autour de Si Kaddour, on lança sur lui les goums, commandés par Si Sliman, et soutenus par les petites colonnes d'El-Aricha, de Saïda et de Géryville ; le 23 décembre, à El-Mengoub, à 40 kilomètres au sud de Benoud, ces goums écrasaient de nouveau les contingents de Si Kaddour, qui était légèrement blessé, ainsi que Si Lala ; le colonel Gand arrivait sur ce point le 25 avec ses troupes et recevait la soumission de nombreuses tribus.

Le jour même du combat de Mengoub, arrivait à Oran une décision de l'amiral de Gueydon retirant à Si Sliman son commandement des Hamyan, mais lui conservant son titre, son traitement, et l'invitant à vivre en simple particulier dans la plaine de la Mleta.

Cette décision était nécessaire ; les faits d'exaction, d'arbitraire et de gestion fantaisiste, relevés à la charge de Si Sliman, étaient trop nombreux et ils mettaient trop en relief l'impossibilité de son maintien comme chef régulier. Le vide s'était fait autour de lui ; ses administrés étaient, ou au Maroc avec les dissidents, ou nous assiégeaient de réclamations malheureusement très fondées ; il n'avait plus autour de lui que quelques zoua et le gros de ses goum était fourni par des contingents des tribus de la limite du Tell ; en réalité, il ne pouvait plus opérer ses razzia qu'avec l'appui de nos colonnes.

Continuer un pareil système, entretenir les habitudes de pillage et de guerre chez nos tribus fidèles, fatiguer nos troupes pour aider à ces coups de force que rien ne provoquait et qui ne profitaient qu'à un chef indigène, ne pouvaient convenir à la politique de paix, d'apaisement, de justice et de régularité administrative que l'amiral entendait suivre en Algérie.

V

La politique d'effacement (1872 à 1881)

Si Sliman disparu de la scène politique, nous nous retrouvions exactement dans la même situation qu'en 1867 au point de vue de la défense de nos frontières du sud oranais et de la protection des hauts-plateaux; il nous restait la responsabilité et la garde de 95,000 kilomètres carrés, sur lesquels se trouvaient, à 200 kilomètres en moyenne, au sud de nos postes les plus avancés, une ligne de ksour situés d'autre part à plus de 150 kilomètres au nord des Areg. Pour défense, nous ne pouvions compter que sur nos moyens militaires — et on a vu plus haut que s'ils étaient pénibles et dispendieux, ils étaient loin d'être efficaces.

En réalité, à partir de 1872, nous en sommes réduits à une politique d'effacement et d'expédients dont le résultat final a été l'insurrection de 1881.

La France avait alors ses finances obérées par suite des dépenses de l'année terrible, et la plus stricte économie s'imposait dans l'emploi de nos moyens de gouvernement en Algérie. Nous dûmes donc nous abstenir de toute action militaire n'ayant pas pour objectif la protection tangible et immédiate de nos colons. Nous commençâmes par abandonner d'une façon absolue tout le Sahara et tout le pays au sud de la ligne des ksour, et nous laissâmes les hauts-plateaux à la discrétion de nos nomades fidèles. Mais comme ce Sahara et ces hauts-plateaux sont, à partir d'El-Aricha jusqu'à Igli, c'est-à-dire sur 420 kilomètres, absolument ouverts par l'Ouest

aux incursions de nos dissidents comme à celles des tribus indépendantes, en droit ou en fait, de l'empereur du Maroc, ce fut, en réalité, aux nomades insoumis ou ennemis que nous laissâmes le pays.

Les nôtres étant les moins nombreux et les moins guerriers, ne s'aventuraient guère au sud des Chott avec leurs troupeaux car lorsque le besoin de pâturage les entraînait plus au Sud, ils étaient à peu près sûrs de subir quelque razzia. S'ils venaient se plaindre à nous, nous leur répondions qu'ils auraient dû mieux se garder ; et s'ils nous demandaient à organiser eux-mêmes des rezzou pour se venger et surtout se récupérer de leurs pertes, nous les en empêchions pour ne pas les voir s'engager dans des affaires qui auraient pu, soit ressembler à des agissements hostiles vis-à-vis du Maroc, soit nous forcer à des démonstrations armées dont nous cherchions à éviter la répétition trop fréquente.

Quant aux ksouriens ils restaient libres de fermer les portes de leurs villages et ils devenaient ce qu'ils pouvaient : en fait, ils étaient à la discrétion des dissidents avec lesquels ils avaient des compromis incessants.

Le M'zab, qui couvrait en partie notre Sahara à l'Est, et qui, placé sous le regime du protectorat nominal de 1853, échappait en fait à la surveillance et à l'action des agents français, devenait chaque jour de plus en plus gênant : ce n'était certes pas un centre de propagande insurrectionnelle : ses intérêts sont dans nos villes du littoral et il a toujours été, en somme, sympathique à la France ; mais les Beni-M'zab sont des marchands : ils approvisionnaient de poudre et de grains ceux de nos dissidents à qui nous fermions nos marchés, et ils donnaient, de gré ou de force, un refuge temporaire aux agitateurs, aux agents de désordre, et à ceux de nos ennemis qui, sans cet appui, n'auraient pas osé s'aventurer chez nous.

Nos officiers qui parcouraient incessamment ces pays, y dépensaient en pure perte leur intelligence et leur

activité : leur rôle était fort restreint, car ils n'étaient pas toujours en mesure d'imposer leur volonté et le plus souvent ils devaient se borner à rendre compte de ce qu'ils voyaient et à signaler les causes de trouble qu'ils ne pouvaient supprimer.

Nous n'exagérons rien. Quand en 1875, Bou Amama simple petit marabout, quelque peu prestidigitateur et passant pour fou, rentra à Moghar qu'il avait quitté depuis plusieurs années et que les habitants lui bâtirent une maison ou plutôt une zaouïa, on fut frappé de ses allures extravagantes et on le surveilla : en 1878, on trouva un prétexte plausible pour l'arrêter ; mais il n'était plus à Moghar quand on y arriva. Quand on en repartit il y rentra, puis plus tard, sans paraître se cacher, en affectant même soit de prévenir l'autorité de ses pélerinages à El-Abiod, soit de s'excuser de ne pouvoir se rendre là où il était demandé, il sut se soustraire pendant 4 ans à toutes les tentatives faites pour s'emparer de sa personne. Il n'avait cependant alors commis aucun fait précis le plaçant sous le coup de la loi, et s'il avait été pris de 1878 à 1880, on l'aurait simplement interné en Corse par mesure politique.

Cet exemple montre bien quelles étaient notre influence et notre autorité, en pleine paix, dans un de nos ksours et fait deviner ce qu'elle pouvait bien être sur des nomades qui avaient la ressource de filer avec leurs tentes et leurs troupeaux du côté des insoumis toujours disposés à les accueillir.

Cependant, dès qu'on avait pu le faire, c'est-à-dire dès 1874, quand le maigre impôt des ksours ne rentrait plus, parce que les exigences des nomades, tant des amis que des ennemis, les avaient épuisées ; quand nos tribus avaient des tendances trop marquées à se désagréger au profit des insoumis, une ou deux colonnes partaient de Sebdou, Saïda, Boghar, Djelfa ou Laghouat, parcouraient une portion des hauts-plateaux dans l'Ouest, et un peu du Sahara dans l'Est, sans cependant pousser

jamais jusqu'aux Areg. Nous perdions quelques hommes, soit de fatigue en route, soit dans les hôpitaux au retour, nous faisions rentrer 10 ou 20 p. 0/0 de l'argent que nous coûtaient ces manifestations dispendieuses, mais nécessaires; les ksouriens avaient peur et mettaient, pendant quelque temps, plus de réserve dans leurs compromis avec les insoumis qui, — quelquefois mais rarement, — recevaient de nos goums, encouragés par la proximité de nos soldats, quelque correction de nature à les rendre plus circonspects ou à les obliger à aller « se refaire » plus loin.

Trop souvent aussi, il arrivait que certains chefs de colonne, pour relever le moral de leurs soldats dépités de n'avoir eu ni combat, ni razzia, faisaient couper des palmiers ou démolir des maisons appartenant aux nomades qu'on n'avait pu atteindre. Ces destructions malencontreuses se retournaient tristement contre nous. Nous faisions disparaître une partie de la matière imposable de nos contribuables: nous enlevions à nos nomades insoumis, avec leur point d'attache en Algérie, toute raison de rentrer un jour dans le devoir; nous montrions aux nomades et aux ksouriens restés fidèles qu'ils n'avaient aucun intérêt à se fixer au sol ou à développer leurs plantations qui, un jour ou l'autre, pouvaient ainsi servir de gage à leurs ennemis. Les plus atteints étaient encore ces ksouriens qui perdaient à la fois leur travail, leur logis et leur quote-part dans les revenus des palmiers qu'ils soignaient comme fermiers.

Tel fut, en somme, notre mode d'action pendant longtemps sur les hauts-plateaux et dans le Sahara. Avec un peu plus d'humanité et moins de cruauté vis-à-vis des personnes, il ressemblait à celui des Turcs, nos prédécesseurs, et il n'était guère fait, il faut en convenir, pour démontrer aux indigènes la supériorité de cette civilisation européenne dont nous leur vantions la grandeur et les bienfaits.

Il serait cependant malséant et injuste d'incriminer

ceux qui, n'ayant en main ni les crédits, ni l'*outillage* nécessaires pour pouvoir faire autre chose que des coups de force et de la répression, surent encore, avec de pareils moyens, obtenir des résultats dont il y aurait injustice et ingratitude à méconnaître l'importance.

D'un autre côté, si, nous avions eu devant nous un ennemi plus actif et voulant nous faire la guerre comme en 1864 et 1865, la situation nous aurait obligé à de bien plus grandes dépenses de force et d'argent. Mais, dès 1872, dès que Si Sliman eut cessé de surexciter le pays par ses razzia incessantes ou ses exactions continuelles, il se produisit une sorte d'accalmie générale.

Ce n'était pour nos sujets indigènes ni tout à fait la paix, et encore bien moins la sécurité; mais nos nomades, sachant que nous n'étions plus disposés à les soutenir dans des représailles incessantes et sans résultat, restèrent sur la défensive et, en fin de compte, nos colons ne ressentirent pas les contre-coups des désordres et des rezou que subirent parfois nos douars des hauts-plateaux.

Cette attitude expectante de nos nomades, gênés dans leurs allures par les exigences de notre administration, ne fut pas, du reste, la seule cause de cette accalmie que nous signalons.

Il en est une autre qui n'a pas été appréciée comme elle aurait dû l'être.

Cette cause, c'est la ligne de conduite suivie depuis 1872 par les chefs des Zoua-Cheraga ou Ouled-Hamza dont les personnalités doivent être soigneusement dégagées de celles des Zoua-Gheraba, leurs ennemis depuis 1867 et les nôtres depuis 1872.

Cette distinction est capitale, et généralement elle n'est pas faite dans le public qui les désigne, les uns et les autres, sous le nom d'Ouled-Sidi-Chikh, et qui englobe encore dans cette même designation générale les tribus clientes de ces deux familles.

La vérité est que dans la famille de Si Hamza, même

après 1864, l'idée d'une réconciliation avec la France a toujours eu des partisans. En 1867 Si Lala s'était déjà affirmé dans ce sens; et, après la mort, en 1868, du dernier des enfants de Rekeïa bent El-Heurma, l'âme damnée du soff anti-français, cette réconciliation reste l'objectif constant des deux autres fils de notre ancien khalifa, Si Kaddour et Si Eddin, et de son petit-fils Si Hamza Ould Si Boubekeur.

On a déjà vu comment leurs ouvertures pacifiques avaient été repoussées par nous en octobre 1869, puis en décembre 1870. La disgrâce de Si Sliman ben Kaddour leur parut une occasion favorable pour renouveler leurs démarches, et l'année 1872 se passa toute entière en pourparlers avec Si Kaddour, Si Eddin et aussi avec leurs oncles Si Lala et Si Zoubir, frères puinés de notre ancien khalifa : tous convoitaient la succession de Si Sliman ou des situations analogues.

Les négociations engagées par Si Eddin furent poursuivies par lui avec une insistance remarquable. Il demanda et obtint un sauf-conduit pour venir s'expliquer lui-même à Alger et dissiper les malentendus qui faisaient retomber sur lui et les siens la responsabilité de faits imputables à une coterie dont il n'avait jamais fait partie.

On lui donna ce sauf-conduit, et, le 4 janvier 1873, il était à Alger.

Ses explications furent habiles et elles témoignaient certainement du très grand désir qu'il avait de revenir avec nous. Il chercha à nous persuader que depuis 1868, c'est-à-dire depuis la mort de Si Ahmed ben Hamza et l'entrée à notre service de Si Sliman, l'objectif des Zoua-Cheraga avait été uniquement l'abaissement des Gheraba : qu'eux-mêmes n'avaient jamais été animés d'intentions malveillantes vis-à-vis les Français ; que Si Kaddour, Si Lala ne nous avaient combattu que parce que nous étions avec Si Sliman et les Gheraba, leurs véritables ennemis. Puis en diplomate habile il faisait

ressortir que s'ils venaient à nous, ce n'était nullement sous la pression de la nécessité. Depuis un an, disait Si Eddin, les siens vivaient en paix et il ne tenait qu'à eux de prolonger cette paix en se tenant à une certaine distance de nos colonnes; leur situation d'adversaires des Français augmentant dans le Sahara leur prestige religieux et le produit des ziara qu'ils tiraient du Touat, du Gourara et du Tidikelt, il en résultait pour eux une très grande situation ; ils s'en remettaient donc à notre générosité pour avoir des conditions ne froissant pas leur orgueil.

Il y avait bien un certain fonds de vérité dans ces allégations; surtout en ce qui concernait la grande popularité que leur donnait dans le Sahara méridional leur situation d'adversaires des infidèles.

Nous ne voulûmes pas en tenir assez compte et nous affirmâmes encore une fois trop nettement notre intention de ne voir en eux que des rebelles à qui nous pouvions bien pardonner dans de certaines limites, mais à qui nous ne pouvions d'ici longtemps confier aucune fonction honorifique.

Si Eddin repartit pour Metlili et El-Golea, disant qu'il allait se consulter avec son frère et son oncle, mais au fond peu satisfait de n'avoir rien obtenu.

Malgré son échec, il emportait cependant une excellente impression de la façon courtoise avec laquelle il avait été traité pendant son séjour à Alger, et il est bien certain qu'il engagea les siens à persister dans leur conduite réservée et à éviter vis-à-vis de nous toute tentative ou toute agression directe, afin d'être toujours à même de reprendre quelque jour et dans de meilleures conditions les négociations déjà entamées.

Aussi évitèrent-ils avec un soin jaloux de s'engager contre nos colonnes qui parcouraient le pays; si celles-ci rencontrèrent souvent des zoua des Ouled-Sidi-Cheikh-*Gheraba* et même parfois des clients du soff *Cheraga*, elles ne virent jamais combattre contre elles

les personnalités des Zoua-Cheraga, tels que Si Kaddour, Si Eddin, Si Hamza, Si Lala, Si Zoubir, Si Moradj et autres.

Ce qui n'empêcha pas l'opinion publique de mettre sans hésitation sur leur compte, aussi bien que sur celui de leurs ennemis indigènes et de leurs clients indisciplinés, toute razzia ou tout coup de main qui atteignait ceux de nos nomades s'aventurant trop vers notre frontière méridionale.

Les rapports officiels étaient moins affirmatifs et surtout plus précis, mais ils étaient établis sur des renseignements indigènes qu'on ne pouvait contrôler d'une façon rigoureuse et qui avaient pour inspirateurs tous nos chefs indigènes intéressés à ne pas voir rentrer en grâce, à côté d'eux, ces personnalités dont le prestige les écrasait, même à distance.

Mais si l'on veut bien tenir compte du milieu ambiant et des circonstances, on est forcé de reconnaître que l'attitude personnelle des Ouled-Hamza vis-à-vis de nous, Français, est toujours restée depuis 1869 aussi correcte que le permettait leur situation de famille, leur dignité et le peu d'empressement que nous mettions à les accueillir, alors que bien souvent nous nous étions montrés plus conciliants et plus bienveillants pour des gens plus coupables et moins excusables. En somme, et nous le répétons à dessein, depuis 1869 ils n'étaient plus ni révoltés, ni insurgés, ils n'étaient qu'*insoumis*.

Sans doute, plus d'une fois leurs gens eurent maille à partir avec les nôtres, et, dans l'Extrême-Sud, plus d'un coup de main eut lieu à leur profit; mais c'était pour eux une condition d'existence; ils ne pouvaient pas, eux marabouts, que des milliers d'êtres humains vénèrent comme des fétiches, et dont nous refusions le concours, empêcher leur entourage de considérer comme de bonne et honnête prise le butin fait sur des tribus qui, fortes de notre appui et méconnaissant leurs devoirs islamiques envers leurs anciens seigneurs et maîtres,

refusaient de payer des ghefara, hadia et autres tributs religieux, qu'une tradition trois fois séculaire impose aux musulmans établis dans ce que nous-mêmes nous appelons « le pays des Ouled-Sidi-Chikh (1). »

Il ne faut pas, du reste, juger ces faits avec nos idées européennes. Entre indigènes sahariens (comme jadis entre souverains barbaresques) les razzia n'ont jamais eu la portée que leur donnent nos habitudes civilisées.

Les Ouled-Hamza pouvaient être de bonne foi et ne se croyaient nullement engagés par les quelques méfaits de serviteurs trop zélés ou simplement poussés par ce besoin irrésistible de mouvement et de pillage que nous avons tant de peine à contenir chez nos nomades. Ils conservaient toujours leurs espérances de réconciliation et, en attendant, ils vivaient de leur métier de marabouts et de nomades. Aussi ne fûmes-nous que médiocrement étonnés quand, le 15 février 1878, le jeune Si Hamza Ould Si Boubekeur arriva de sa personne chez le commandant supérieur de Géryville suivi seulement de trois ou quatre serviteurs, et se présenta en disant qu'il venait « se mettre à notre disposition. »

Reçu avec les égards que commandaient à la fois la noblesse et la spontanéité de cette démarche et le souvenir de son père, Si Hamza fut invité à se rendre à Alger.

Le général Chanzy, alors gouverneur, possédait à fond cette question si délicate des Ouled-Sidi-Chikh : il avait personnellement connu tous les personnages de cette famille et il fit bon accueil au fils de notre sympathique agha Boubekeur.

Le jeune Si Hamza, dans ses conversations, fit valoir qu'en 1864, à l'époque de l'insurrection de son oncle

---

(1) Le nombre des tribus algériennes qui, avant 1864, payaient la ghefara et les autres impôts religieux au profit des Ouled-Sidi-Chikh, tant Chéraga que Gheraba, est considérable. On en trouvera la liste détaillée (mais encore incomplète) dans notre livre *Marabouts et Khouans.*

Sliman ben Hamza, il n'avait que trois ans et que, par suite, il était resté absolument étranger à tout ce qui avait été fait pendant quatorze ans contre nous par ses oncles et grands-oncles ; il nous demanda d'avoir pour lui la même bienveillance que nous avions eu pour son père, se disant prêt à continuer vis-à-vis de nous les traditions de dévouement et de bons services qu'il tenait et de son père et de son grand-père, le khalifa Si Hamza.

Mais Si Hamza arrivé seul, ne cachant pas qu'il n'était en rien le fondé de pouvoir de ses oncles, demeurés les chefs effectifs des dissidents, ne nous apportait, en somme, qu'un drapeau sans soldat ; d'un autre côté, le Sahara était tranquille et l'opinion publique, en Algérie, n'était nullement préparée à la reconstitution des Ouled-Sidi-Chikh. Aussi le général Chanzy, tout en promettant au jeune Si Hamza de lui donner un jour une position en rapport avec son âge et sa naissance, crut prudent d'attendre et de laisser les événements se dessiner: en attendant, il lui accorda un subside et lui assigna comme résidence les environs de Mascara.

Cette situation n'était pas faite pour satisfaire le fils de Boubekeur ; il patienta toutefois pendant huit mois, puis, voyant qu'on ne faisait rien pour lui, il se découragea et repartit, comme il était venu, sans prévenir personne.

Ce départ qui ressemblait à une fuite et que nos indigènes, amis et ennemis, présentèrent comme tel, contraria le général Chanzy. C'était, en effet, un fait grave, car il montrait à tous que nous étions décidés à nous passer du concours des Ouled-Hamza pour tenir le Sud oranais.

Il nous imposait donc l'obligation étroite d'affirmer notre autorité dans ces régions par quelque autre moyen susceptible de mettre fin à la fois aux interprétations malveillantes, aux intrigues de Bou Amema dont on commençait à se préoccuper, et, enfin, aux incursions de plus en plus fréquentes des coupeurs de route maro-

cains ou des Ouled-Sidi-Chikh-Gheraba, dont l'audace croissait chaque jour. A défaut d'autre moyen, une colonne était indiquée, le général commandant la division d'Oran insista pour sa mise en mouvement.

Mais, par suite de diverses considérations tenant surtout à la crise politique dans laquelle se débattait le gouvernement métropolitain à la fin de 1878, cette colonne n'eut pas lieu. Le général Chanzy quitta Alger et fut remplacé par M. Albert Grévy qui, en 1879, eut d'abord à s'occuper de l'insurrection de l'Aores. Puis, dès que le nouveau gouverneur se fut rendu un compte exact de la situation du Sud-Ouest, et eut compris la nécessité de faire une démonstration militaire de ce côté, les pourparlers engagés à Paris avec des ambassadeurs marocains qui se firent fort de faire cesser ces incursions, empêchèrent encore la colonne d'avoir lieu en 1880.

Pendant ce temps, le mouvement panislamique qui, depuis tant d'années travaillait le monde musulman, continuait son œuvre dans l'Afrique centrale et sur nos frontières méridionales : en janvier 1881, dans notre ksar de Tiout, un marabout, qui avait résisté au courant et représentait le parti français, était assassiné en plein jour et comme châtiment de son attitude ; le 18 février, on égorgeait à Bir-el-Ghorama les membres de la mission Flatters ; dans le sud de Sebdou et de Géryville, où les émigrations individuelles ou collectives augmentaient chaque jour au profit des dissidents, notre action administrative allait s'amoindrissant.

Aussi, quand malgré les protestations du Gouverneur et de toute la population algérienne, le général Farre vint dégarnir la province d'Oran de ses meilleures troupes pour les envoyer en Tunisie, l'insurrection éclata sous la direction d'un intrigant de bas étage, de ce Bou Amema dont nous racontions plus haut l'habileté à se soustraire, pendant trois ans, à l'arrestation dont il s'était senti menacé.

Cette insurrection avait été rendue possible par tout

un ensemble de faits de détails résultant de notre inertie et de notre politique d'effacement dans le Sud-Ouest depuis 1872. Elle débuta, le 22 avril 1881, par l'assassinat du sous-lieutenant Weinbrenner chargé, lui aussi, d'arrêter un obscur agent religieux, émissaire de ce même Bou Amema ; elle se continua par la défection de nos tribus des hauts-plateaux et par toute une série de pillages, de meurtres et de dévastations que la défectuosité de nos moyens d'action ne nous permit ni d'empêcher, ni de réprimer en temps utile et comme il l'aurait fallu. — En effet, Bou Amema nous a échappé et aujourd'hui encore il vit tranquille et honoré, chez nos voisins, à quelques kilomètres de nos ksour.

VI

Les premières mesures pratiques

C'est au gouvernement civil et à la députation algérienne que revient l'honneur d'avoir obtenu du Parlement les crédits nécessaires pour l'application, dans le Sahara, des premières mesures pratiques et rationnelles. L'œuvre est loin d'être terminée, mais les premiers jalons sont posés et c'est le principal, car les premières réformes sont toujours les plus difficiles à obtenir et chaque progrès réalisé en appelle de nouveaux.

Dès 1879 et 1880, et en même temps que se réalisait dans le Tell l'extension des institutions civiles et de droit commun, les questions indigènes étaient l'objet d'études incessantes, et à l'ouverture du Conseil supérieur, le 6 décembre 1880, M. Albert Grévy annonçait en ces termes la nécessité de faire figurer dans les propositions budgétaires des prévisions de crédits pour le fonctionnement de nouveaux postes dans le Sud :

« La suppression des bureaux arabes dans toute la » région tellienne comporte une nouvelle organisation » dans nos possessions sahariennes. Pour mieux cou- » vrir le Tell devenu le pacifique champ clos de la colo- » nisation, pour assurer à nos habitants des ksours la » protection efficace qu'ils nous demandent, pour mettre » nos tribus lointaines, quelquefois hésitantes, à l'abri » des séductions ou des excursions des dissidents, pour » asseoir notre domination dans les régions d'où parti- » ront sans doute un jour les lignes trans-sahariennes,

» il est nécessaire de régulariser, d'affirmer dans le Sud
» l'action directe des agents français. Au delà de notre
» ligne actuelle de Géryville, Laghouat, Biskra, une ligne
» nouvelle plus reculée peut être constituée par la créa-
» tion à Tiout, à Metlili, à Tougourt, de cercles ou d'an-
» nexes fortement organisés. Ce projet, en tous points
» conforme aux propositions des généraux chargés de
» l'administration du Sahara, devait trouver place dans
» nos propositions budgétaires. »

Au mois de mars suivant, le projet des arrêtés de création était soumis au Conseil de gouvernement (1) et adressé aux différents ministres pour obtenir leur assentiment et leur concours financier.

L'insurrection de Bou Amema survenue sur ces entrefaites retarda la promulgation des arrêtés préparés, mais, par contre, elle contribua singulièrement à améliorer les conditions matérielles des installation proposées.

En 1881, en effet, la colonisation industrielle avait, depuis plusieurs années, débordé du Tell sur les hauts-plateaux par suite de l'extension donnée à l'exploitation de l'alfa. Là, dans une région où nous étions habitués, jusqu'alors, à ne voir engager que des intérêts indigènes pour la défense desquels nous nous en étions toujours remis aux tribus intéressées, nous avions à sauvegarder des chantiers de travailleurs européens, des magasins et du matériel de toute espèce.

On sait comment nos premières colonnes échouèrent dans cette protection impossible avec les moyens dont elles disposaient : nos soldats furent exténués, leurs chefs calomniés, nos goum du Tell suspectés, et on ne protégea pas grand'chose. Nous avons déjà dit pourquoi.

Aussi, lorsque les généraux Saussier et Delebecque vinrent, en juillet 1881, prendre possession de leurs com-

---

(1) Le rapport a été publié dans une brochure : *Insurrection du Sud-Oranais*, réponse à Sahraoui, par le citoyen Bézy. Oran, 1884.

mandements, le premier à la tête du XIX^e^ corps, le second à la division d'Oran, ils rompirent net avec les vieux errements condamnés par l'expérience. Ils demandèrent et obtinrent, en partie, des moyens d'actions mieux appropriés au pays, c'est-à-dire *l'occupation française directe et permanente* de points stratégiques, situés plus au Sud, aménagés de façon à y rendre la vie supportable à nos soldats, et surtout reliés par une voie ferrée aux centres du Tell et aux ports du littoral.

Sur place, les généraux avaient eu la bonne fortune de rencontrer les ingénieurs et administrateurs de la C^ie^ Franco-Algérienne qui, « dans un élan d'enthousiasme patriotique » (1), s'étaient engagés à faire en 100 jours jusqu'au Kheider 34 kilomètres de voie exploitable, et, en 250 jours, 115 kilomètres jusqu'à Mecheria.

Le 4 août 1881, les chambres votaient l'établissement d'urgence de cette ligne. Le 6 un télégramme du général Saussier adressé à M. Fousset, l'ingénieur en chef de la Compagnie, donnait l'ordre d'exécution.

Le 7, huit cents ouvriers étaient à l'œuvre.

Le 27 septembre, après 52 jours, la locomotive entrait en gare du Kheider.

Le 13 décembre la gare mobile de l'avancée, à Bir-Senia, assurait, à 313 kilomètres d'Arzew les ravitaillements de trois colonnes.

Soixante-treize kilomètres avaient été construits en 128 jours, soit moins de 2 jours par kilomètre.

Malheureusement les désastres accumulés par les ouragans, neiges et inondations de décembre interrompirent pendant 70 jours, non les travaux, mais les apports de matériel.

Malgré ce contre-temps, le 2 avril 1882, c'est-à-dire le 239^e^ jour après l'ordre d'exécution, la locomotive sifflait à Mecheria à 115 kilomètres du point de départ, ce qui éta-

(1) *Le Génie civil*, n° 14, du 15 mai 1882. *Les chemins de fer en Algérie*, par E. Chabrier.

blit une moyenne de 2 à 3 jours par kilomètre en tenant compte des retards, et de l'imprévu inhérents à toute entreprise.

En même temps on aménageait les postes du Kheider et de Mecheria, dans les conditions voulues; on commençait l'installation d'Aïn-Sefra, dont l'arrêté de création parut le 22 mars 1882; on installait des télégraphes optiques là où le fil électrique eût été ou trop exposé ou trop long à établir.

Ce qui se faisait alors à l'ouest du pays des Ouled-Sidi-Chikh était non moins nécessaire à l'Est, mais de ce côté on était moins avancé; au Sud d'Alger il n'y avait pas et il n'y a pas encore la moindre ligne de pénétration (1). La colonne formée en vue de la prise de possession du M'zab devait attendre la bonne saison pour se mettre en route; elle partit de Laghouat le 10 novembre 1882 emmenant avec elle tout un personnel militaire de maçons, carriers, plâtriers, charpentiers, etc. Le 17 novembre elle était à Ghardaïa, à la grande joie du parti laïque auquel elle apportait, par sa seule présence, l'affranchissement de cette lourde tutelle du clergé Ibadite dont l'absolutisme avait provoqué tant de sanglants conflits dans ces villes industrieuses et commerçantes.

On se mit de suite à bâtir le fort et les casernes, et à construire des routes. Ce fut une simple piste dans la direction de Laghouat, mais elle nécessita des terrassements et recoupements à certains passages. Enfin on entailla le roc pendant une trentaine de kilomètres, à travers les escarpements et les ravins du plateau de Noumerat que traversent les deux routes de Ouargla et de Metlili. Dès 1884 toutes ces voies étaient parcourues en voiture par M. Tirman, le premier qui, en qualité de gouverneur, ait visité les ksour du Sud.

La difficulté de l'établissement de ces routes n'était

(1) La route de Laghouat, en 1885, comptait 220 kilomètres seulement faits et 229 kilomètres en lacune.

pas tant de les rendre carrossables que de les doter de points d'eau permanents assez rapprochés pour permettre, en toute saison, d'aller de Laghouat au M'zab et à Ouargla sans avoir à s'embarrasser d'un lourd équipage, sans être forcé de réduire la force des détachements en raison de la pénurie des sources et puits, et sans avoir à faire faire des étapes trop longues par des chaleurs variant de 35° à 40° en été. Le problème est aujourd'hui résolu.

Un télégraphe électrique relie Ghardaïa à Alger. — Ouargla attend encore le sien.

Le chemin de fer de Mecheria, l'occupation permanente de ce point, du Kheider, d'Aïn-Sefra et du M'zab devenu accessible en toute saison, constituaient un progrès énorme sur ce qui avait existé jusque-là ; mais ce n'était pas suffisant.

A l'Est, les points de résistance, c'est-à-dire les villes fortes qui jalonnent la route Alger-Ghardaïa à partir de Boghar, sont beaucoup trop éloignés les uns des autres pour ne pas être bloqués par des insurgés. Ouargla est en l'air, il ne peut avoir qu'un rôle de surveillance administrative, surveillance qu'un simple mécontentement des Chamba peut toujours annihiler dans ses effets utiles. En temps de troubles, Ouargla serait un embarras grave ; nous resterions assiégés dans la Casbah et privés de toute communication.

Nous ne pouvons non plus, avec nos trois garnisons de Ghardaïa, Laghouat et Géryville, avoir la prétention de garder, contre les incursions du Sud, le vaste pays borné au Nord par une ligne hypothétique allant de Ouargla au Kheider, et ayant plus de 600 kilomètres. Nous ne tenons à peu près que la région située au nord de cette ligne, et cela, grâce à l'aide de nos nomades des hauts-plateaux qui ne peuvent se passer du Tell ; nous ne pouvons, par contre, garantir à ces mêmes nomades la libre jouissance des pâturages nécessaires à leurs troupeaux. Quant à nos contribuables sahariens, nous les laissons

garder comme ils le peuvent, des rezzou touareg, leurs pâturages, leurs points d'eau et leurs ksour d'El-Goléa et Metlili.

Notre ligne de défense effective est certainement plus forte et plus au Sud qu'avant 1881, mais elle est encore à deux ou trois cents kilomètres en arrière de nos frontières qui, au Sud et à l'Ouest, sont bordées par nos pires ennemis: Touaregs, Snoussiens, Nomades indépendants ou Marocains insoumis. Et ces frontières seront d'autant plus exposées aux coups de main des rezzou et des coupeurs de routes de profession, que ceux-ci trouveront en arrière un pays moins peuplé.

Avec nos nouveaux postes et notre chemin de fer brusquement arrêté à Mecheria, nous avions bien réussi à *défendre* notre Tell et une partie des hauts-plateaux et à rendre notre autorité plus effective dans les ksour sud-ouest, mais nous n'avions pas encore regagné aux yeux du monde musulman et de nos plus proches voisins la situation que nous avions eue *vis-à-vis d'eux* pendant dix ans, depuis la prise de Laghouat en 1853 jusqu'à l'insurrection de 1864.

Dès que le décret du 6 avril 1882 eut remis aux mains du Gouverneur la haute administration des territoires sahariens, M. Tirman fut frappé de ce que cette situation avait encore d'insuffisant et de préjudiciable à la légitime influence que la France doit exercer dans le nord de l'Afrique, et il s'appliqua de suite à rechercher les améliorations qui pouvaient être immédiatement réalisées sans entraîner de nouvelles dépenses.

Le général Thomassin, qui alors commandait la division d'Oran, avait, en raison de ses services en Algérie, une compétence toute spéciale en matière de politique saharienne. Il ne vit pas d'autre solution pratique que la réinstallation au sud de Géryville des Ouled-Sidi-Chikh-Chéraga, c'est-à-dire l'acceptation du concours qui n'a pas cessé de nous être offert depuis 1869 — et

même depuis 1867 — par les proches parents de notre ancien khalifa Si Hamza.

La possibilité d'une entente avec les Ouled-Sidi-Chikh pour la pacification du Sud-Oranais avait, du reste, toujours été soutenue par d'excellents esprits très au courant des questions indigènes. C'était, somme toute, la pensée qui avait présidé à la nomination de Sliman ben Kaddour en 1868, qui avait inspiré, en 1869 au général de brigade Chanzy, sa réorganisation des Hamyan et qui avait toujours maintenu un caractère si courtois aux nombreuses négociations engagées depuis cette époque avec les diverses personnalités des Zoua, des Ouled-Sidi-Chikh.

Le général Thomassin reprit cette idée et exposa, dans un rapport détaillé, les diverses raisons qui rendaient son application opportune et nécessaire.

L'objectif d'ailleurs n'était pas la *reconstitution* de l'ancien fief héréditaire des Ouled-Sidi-Chikh ; le temps avait marché et une mesure qui n'aurait profité qu'à quelques personnalités des Zoua-Chéraga n'était plus admissible. Le but visé était le repleuplement du Sud-Oranais par des contribuables tranquilles et bien soumis dans la main de leur chef naturel et héréditaire devenu agent de la France avec le titre d'agha. Le rappel des Ouled-Sidi-Chikh n'était que le moyen d'obtenir ce résultat.

Une fois le Sud-Oranais repleuplé, et vivant d'une vie normale, nous avions toute liberté pour procéder sans à coup à l'organisation de nos frontières sahariennes par les procédés pacifiques et économiques qui seraient reconnus les meilleurs. En faisant garder ces frontières sahariennes en avant de nos postes militaires extrêmes, nous allégions les charges de guerre qui pèsent parfois si lourdement sur les fellah du Tell, et qui entretiennent chez eux des habitudes belliqueuses inconciliables avec les tendances agricoles et productives que nous cherchons à développer chez ceux qui vivent en contact avec nos colons du versant méditerranéen.

Ce fut sur ces bases, dans ces conditions pratiques et raisonnables, qu'au mois d'août 1882, M. Tirman, après avoir consulté le général Saussier, accepta les propositions qui lui étaient soumises et autorisa le général Thomassin à donner une réponse favorable aux nouvelles ouvertures faites par les chefs des Chéraga.

Les pourparlers engagés aboutirent, cette fois, sans trop de difficultés malgré les limites restreintes dans lesquelles on enferma, en avril 1883, l'aghalik de Si Eddin ben Hamza dont l'autorité officielle ne s'étend, aujourd'hui, qu'à une partie du cercle de Géryville.

Évidemment, les procédés à appliquer à ces Ouled-Sidi-Chikh, étrangers depuis 20 ans à notre action gouvermentale et administrative et ne connaissant guère de notre civilisation que la portée de nos armes à feu, ne pouvaient être les mêmes que ceux en vigueur aujourd'hui vis-à-vis les populations du Tell, des hauts-plateaux et du Sahara oriental, habituées déjà depuis 40 ou 50 ans à subir notre autorité et ayant, quoiqu'en disent les détracteurs de l'Algérie, fait pendant ces quinze ou vingt dernières années des progrès indéniables au point de vue de leur sociabilité et de leurs mœurs politiques.

Or, la première des conditions pour que ces progrès puissent plus tard pénétrer chez ces Ouled-Sidi-Chikh, rentrés sur notre territoire, c'est évidemment d'avoir d'abord leurs gens dans notre camp, et nous ne les aurons pas si nous nous adressons uniquement à ces nomades inconscients et fanatiques, inféodés, volontairement de père en fils, à leurs maîtres et seigneurs, les Ouled-Hamza. C'est donc ceux-ci qu'il faut nous attacher par tous les moyens à notre disposition; car, nous le répétons, s'ils ne sont pas personnellement pour nous, ils seront contre nous, eux et leurs nombreux clients.

Ceci a, du reste, généralement été compris en Algérie et les critiques qui ont été faites à cette œuvre éminemment sage et politique, ont eu leur point de départ soit dans le désir de l'application, trop absolue et inop-

portune, de principes d'ailleurs aussi justes que respectables et généreux, ou dans une appréciation inexacte des principaux faits de l'histoire de nos relations avec avec les Ouled-Sidi-Chikh. Ce qui est le cas de ceux qui persistent à confondre les Chéraga et les Gheraba et à répéter que ce sont les Ouled-Sidi-Chikh qui ont fait l'insurrection de 1881, et qui ont encouragé ou toléré le massacre de nos explorateurs.

En ce qui concerne les personnalités des Zoua-Cheraga, aujourd'hui rentrées en grâce, ceci est de la calomnie; ni dans les documents relatifs à la mission Flatters, ni dans ceux concernant l'insurrection de 1881, il n'a été relevé aucun fait pouvant être articulé d'une façon précise à la charge des Ouled-Hamza.

On a vu plus haut quels étaient les mobiles politiques, les influences snoussiennes et les intérêts ghadamésiens, qui avaient inspiré les Touaregs en février 1881.

On a vu aussi quelle a été l'attitude des Ouled-Hamza depuis 1867 et 1869, et à quelle source étaient puisées les insinuations malveillantes contre ces personnalités, dont le prestige a toujours écrasé les chefs indigènes du Tell oranais.

Nous ne pouvons pas nier cette influence immense qu'ont, dans le Sud, les héritiers du grand Sidi Chikh ; si cette influence n'est pas ostensiblement au service de la France, elle est *ipso facto* réputée comme nous étant hostile, alors même que les chefs de cette famille n'ont aucun rôle actif.

Ceci n'est pas seulement notre opinion personnelle, c'est celle de la plupart des indigènes, tant Algériens que Marocains.

Mouley Hacene et les gens de Fez ont pour les Zoua des deux branches dirigeantes une très grande considération. Un officier, du service des affaires indigènes, qui accompagnait en 1882 le ministre de France à la cour du Chérif, rendait compte en ces termes de l'impression résultant pour lui de ses conversations privées avec les

personnalités marocaines, vues en dehors des présentations officielles :

« Dans toute la partie septentrionale du Maroc qui, à quelques exceptions près, reconnaît l'autorité impériale, les Ouled-Sidi-Chikh sont considérés non-seulement comme un ordre religieux, mais surtout comme un parti puissant pouvant à un moment donné réunir assez de contingents pour faire échec au souverain..... On croit même que de proches parents de l'Empereur, qui ont été relégués dans les villes du Tafilalet pour des motifs politiques, ne seraient pas éloignés, si l'occasion se présentait de se ranger ouvertement sous le drapeau de Si Kaddour ben Hamza. Cette situation étant connue et admise, il n'est pas étonnant que la cour du Maroc cherche à être tenue constamment au courant des faits et gestes des Ouled-Si-Chikh. Aussi ne se passe-t-il presque pas de jour où le sultan ne reçoive des nouvelles des mouvements accomplis sur notre frontière.....
« et remarquez, nous disait-on à ce sujet, avec quelle » facilité le sultan fait généralement droit à vos reven- » dications..... préférant toujours payer, plutôt qu'es- » sayer d'une intervention armée..... C'est qu'il a tout » intérêt à ce que la lutte dure le plus longtemps possi- » ble, car tant que ceux-ci resteront occupés de votre » frontière, ils ne tourneront pas leur regard d'un autre » côté. »

Ceci explique les égards et les ménagements qui ont toujours entouré Si Sliman ben Kaddour, chef effectif des Zoua-Gheraba, pendant son séjour forcé à la cour de Mouley Hacene, de 1876 à juin 1881.

Par contre, ces appréciations, puisées dans ce milieu lettré et intelligent de la capitale du Maroc, ne ressemblent guère à celles qu'on recueille parfois dans l'extrême Sud Oranais. La raison en est bien simple : elles ne portent pas sur les mêmes gens.

A Fez, on ne s'occupe que des Zoua, c'est-à-dire des personnalités, chefs des soff d'El-Abiod.

Dans notre Sud-Ouest, on parle surtout de ces tribus des Ouled-Sidi-Chikh occidentaux ou Gheraba qui, fixées au Maroc avant 1830, ont été déclarées marocaines de par le traité de 1845.

Ces tribus issues des 12 ou 13 frères des deux ancêtres des Zoua d'El-Abiod n'ont pas, en général, de situation prépondérante. Nous en avons dans notre Tell, à Lamoricière, Aïn-Temouchent ; il y en a dans l'Est, à Tozeur, Nefta, en Tunisie, etc. Nous n'avons jamais eu à nous préoccuper de ces gens-là ; il y en a aussi beaucoup d'autres dans le Sud-Ouest, au Maroc, chez les Douï-Menia et ailleurs.

C'est précisément à l'existence de ces petites tribus collatérales d'Ouled-Sidi-Chikh privés de ressources et de prestige, comme les *Ouled-Sidi-Aïssa* (des Douï-Menia et des Beni-Guill), les Ouled-Sid-El-Hadj-Brahim (des Beni-Guill), Ouled-Sidi-Tadj (de Figuig), etc., qu'il faut attribuer les confusions que nous relevions plus haut, les divergences d'appréciation et les affirmations contradictoires et cependant faites de bonne foi.

Ainsi, ceux qui voient des Ouled-Sidi-Chikh dans cette insurrection de 1881, croient dire une chose vraie : Bou Amema et les siens sont bien d'une tribu d'Ouled-Sidi-Chikh, mais ils sont des Ouled-Sidi-Tadj (de Figuig), insignifiants par eux-mêmes et ralliés au soff des Zoua-Gheraba, les éternels ennemis des Zoua-Cheraga.

Si Sliman ben Kaddour, le chef du soff des Gheraba, par son attitude, en 1881, est venu à son tour augmenter les confusions : celui-ci était bien Ouled-Sidi-Chikh d'El-Abiod, mais il était avant tout l'ennemi des Ouled-Hamza. Et pendant que le 17 novembre 1881, 800 cavaliers des Beni-Guill, Douï-Menia, Mehaïa (Marocains) et Rezaïna (de Saïda), en défection, commandés par le dit Sliman ben Kaddour, razzaient nos Hamyan-Châfaa à Fekarin,

les Ouled-Hamza, au grand complet, étaient bien tranquilles au Gourara.

Là ils continuaient à vivre des rentes que leur faisaient leurs serviteurs religieux du Gourara, du Tidikelt et du Touat. Ils constataient, il est vrai, avec chagrin, que le nombre de ces serviteurs n'augmentait pas. Ils en connaissaient les causes : ils savaient qu'on leur reprochait précisément leur inaction contre les Chrétiens, alors que d'autres Musulmans n'hésitaient pas à faire la guerre sainte, et ils n'ignoraient pas que la propagande des Snoussia, sans être agressive à leur égard, enlevait tous les jours à leur influence politique des groupes de populations.

Ils n'avaient plus d'action dirigeante : de nouveaux soff s'étaient formés : l'un belliqueux, fanatique et prépondérant, celui des Ouled-Ba-Hamou, sous les ordres de El-Hadj Abdelkader ben Badjouda; l'autre riche, plus nombreux, plus pacifique et par suite plus faible, celui des Ouled-Moktar, dirigé par une sorte de djemaâ, présidée par El-Hadj Mohammed Ould El-Mokhtar (1). Les Zoua, formant le troisième groupe, étaient plus sympathiques au soff des Ouled-Mokhtar, mais ils se sentaient aussi impuissants à le dominer qu'à le faire sortir de son effacement politique. Des deux côtés d'ailleurs les Zoua percevaient des ziara — car les doctrines snoussiennes n'admettent pas d'exclusivisme envers les personnalités religieuses non soumises aux Chrétiens.

Dans ce milieu où on ne leur refusait ni la considération ni les offrandes religieuses dues aux héritiers directs d'un des plus grands saints de l'Islam, les Ouled-Hamza étaient souvent gênés. Les services que nous avait rendus le vieux khalifat et Si Boubekeur, leurs aspirations vers la France, leur attitude pacifique les

---

(1) Voir *Bulletin de la Correspondance africaine*, 1885, Insalah, par M. Le Chatelier.

rendaient moins populaires que la masse des autres Zoua fixés dans ces parages depuis plusieurs générations et sans esprit de retour en Algérie.

Cette situation, dont il faut tenir compte sans cependant en exagérer les côtés délicats, explique l'insistance des Ouled-Hamza à se réconcilier avec nous pour reprendre à El-Abiod, vis-à-vis des musulmans d'Algérie, un rôle prépondérant qui ailleurs leur échappe de plus en plus. Cette situation explique aussi la réserve de ces mêmes Ouled-Hamza dans leurs relations avec les gens du Tidikelt et du Gourara, et elle montre enfin le peu de valeur de l'opinion de ceux qui à propos de l'assassinat de M. Palat font intervenir la question des Ouled-Sidi-Chikh.

L'assassinat de M. Palat n'est que l'épilogue de la mission Flatters.

Il a été implicitement prédit et annoncé, non pas seulement en 1881 après le sombre drame de Bir-el-Ghorama, mais avant même le départ de la première mission, en 1879 et 1880, quand la minorité de la Commission supérieure transsaharienne niait « *la possibilité* » *de nouer des relations diplomatiques avec les Touareg* » et de nous assurer, coûte que coûte, leurs concours » par des moyens pacifiques. »

En 1880, M. Duponchel écrivait : « Si l'insuccès pouvait » être douteux l'an dernier, il est parfaitement certain » aujourd'hui. Du moment où les coupeurs de route, » qui ont dévalisé M. Soleillet et arrêté M. Flatters, » ont pu constater que toute impunité leur était ac- » quise, ils n'auraient garde de renoncer à un genre » d'opération aussi fructueux que peu dangereux pour » eux. *Dans tout nouvel explorateur qu'on leur en-* » *verra sans un appareil militaire suffisant pour garan-* » *tir sa sécurité et lui ouvrir un passage à main* » *armée, les indigènes du Sahara ne verrons qu'une* » *proie facile à emporter...* les procédés de spoliation

» pourront différer..., mais le résultat sera toujours le » même (1). »

Tous ceux qui, depuis 1881, ont eu à étudier ou à raconter la deuxième mission Flatters ont exprimé cette même opinion qu'un indigène ami avait formulé en ces termes à Tripoli à notre consul général M. Féraud : « *Si » vous ne faites rien, qu'aucun des vôtres n'essaye plus » à l'avenir de s'avancer dans le Sud, le Targui con- » vaincu de votre faiblesse, tuera et tuera toujours les » vôtres* (2). »

L'assassinat de Palat, comme tous les crimes précédents, a été commis uniquement par ceux et pour ceux qui, au sud des Areg, croyaient avoir un intérêt à le commettre, et il rentre dans la catégorie ordinaire de ces actes de sauvage indépendance et de fanatique mépris dont nos voisins sont prodigues à l'adresse des gens du nord des Areg qu'ils soient Français d'origine ou simple sujets de la France.

Les Ouled-Hamza sont peut-être visés autant que nous, car ce crime vient affirmer à nouveau la politique intransigeante et belliqueuse du soff des Ouled-Bahamou d'Insalah au moment où la rentrée à notre service des chefs héréditaires des Ouled-Sidi-Chikh-Chéraga trouvait une indulgence trop grande et une approbation tacite dans le soff rival et plus pacifique des Ouled-Moktar et des Zoua du Tidikelt.

Laissons donc de côté les Ouled-Hamza, qui, depuis leur réinstallation en 1883 et dans les intérêts même de leur orgueil et de leur ambition, ne se préoccupent que de se créer des titres à la bienveillance de la France. Évitons les paroles blessantes et imprudentes vis-à-vis des gens dont le concours effectif nous est encore nécessaire.

---

(1) Duponchel. — *Lettre à la Commission supérieure du trans-saharien*, p. 12 et 20, Montpellier, 1880.

(2) *Deuxième mission Flatters*, p. 164.

Que nos sentiments humanitaires nous entraînent plutôt vers les ksouriens que vers les nomades; que nos sympathies démocratiques soient plutôt pour la masse que pour les chefs; que nos idées laïques nous poussent à réagir contre cette exploitation religieuse que nos sujets subissent cependant sans se plaindre; rien de mieux; mais laissons le temps faire son œuvre et n'arrachons pas violemment les pierres d'un édifice vermoulu pour la reconstruction duquel nous n'avons pas encore les matériaux préparés.

Une expérience de vingt années nous a prouvé que nous ne pouvons pas couvrir nos colons du nord des chott sans repeupler au moins les hauts-plateaux; que ce peuplement ne pouvait se faire sans le concours des tribus des Ouled-Sidi-Chikh; que ces tribus ne voulaient pas et ne pouvaient pas se séparer des Zoua, leurs seigneurs politiques et religieux depuis des siècles. Agissons donc en conséquence et profitons au moins de cette expérience qui nous a coûté assez cher!

VII

Les mesures nécessaires

Nous avons vu quels étaient les difficultés de la garde de nos frontières sahariennes, quels étaient nos ennemis et nos auxiliaires possibles dans le Sud. Nous avons examiné les procédés employés depuis 1830 ; nous avons dit l'insuffisance et les inconvénients de ceux antérieurs à 1881, et nous avons fait ressortir la supériorité des moyens pratiques et politiques qui ont commencé à être employés depuis 1881.

De cet exposé, ressort cette double constatation : que de 1864 à 1881, nous avons perdu notre temps, notre sang, notre argent et notre prestige trans-saharien, et que, si l'œuvre accomplie depuis six ans est vraiment pratique, cette œuvre est encore bien incomplète.

Or, tant qu'elle restera incomplète, nous serons exposés à des éventualités se traduisant par des dépenses improductives, et nous ne retirerons de nos efforts et de notre argent, ni les bénéfices matériels, ni les satisfactions politiques indispensables à la grandeur de la France et à sa mission pacifique et civilisatrice dans l'Afrique du Nord.

Nos objectifs sont nombreux et multiples, mais il en est un qui s'impose avant tous les autres, qui les domine tous, et sur lequel tout le monde est d'accord : c'est la nécessité d'assurer sur tout notre territoire algérien la sécurité la plus absolue à la colonisation française ou indigène, tant agricole qu'industrielle, partout où ses intérêts peuvent la conduire.

Cette colonisation existe non-seulement sur les hauts-plateaux des trois départements, mais aussi dans le Sahara Oriental où il nous a été donné de constater de visu, dans l'oued Ghir, au nord de Ouargla, l'étendue et l'importance des plantations de palmiers dues à l'initiative privée de plusieurs compagnies françaises, et au concours empressé des ksouriens associés ou employés. Or, pour que notre protection soit efficace, la première des conditions est que nous soyons assez forts pour faire nos affaires nous-mêmes et par des moyens français, sans être obligé de recourir à chaque instant, comme aujourd'hui, au concours compromettant soit de ces grandes personnalités dont les idées retardent de quatre ou cinq siècles sur les nôtres, soit de ces nomades plus guerriers que pasteurs et ennemis nés de tout ce qui est travail ou production. Les uns et les autres réclament des ménagements ou des tolérances en contradiction avec les exigences de notre société moderne, et que, cependant, nous ne pourrons leur refuser que le jour où la puissance de notre outillage d'occupation dans le Sahara leur aura fait comprendre qu'ils sont à notre discrétion, et que leur véritable intérêt est de marcher avec nous dans la voie du progrès, sans récrimination ni regrets inutiles.

Le moyen d'obtenir ce résultat nous l'avons indiqué dans le courant de cette étude. Sa formule est bien nette : *Défendre notre Sud en portant notre ligne de postes militaires en avant des terrains à protéger, c'est-à-dire sur la frontière même, tout contre les Areg, et à l'entrée des grandes voies naturelles ouvrant de larges chemins aux incursions de nos ennemis trans-sahariens.*

Puis pour donner à ces postes militaires indispensables au sud de notre Sahara une existence normale et une action toujours réelle, les relier par des lignes ferrées (à voie étroite) à notre réseau du Tell.

Car, nous croyons l'avoir démontré et d'autres l'ont

dit avant nous : « Une lutte contre des hordes barbares » n'est périlleuse pour un peuple civilisé que lorsqu'il » veut s'attaquer à elles à armes égales, dans toutes les » conditions d'infériorité que le pays et le climat peuvent » créer pour lui; elle est des plus aisées et des moins » dangereuses quand celui qui l'entreprend sait user à » propos de l'écrasante supériorité d'armement militaire » que les progrès de notre industrie moderne mettent à » sa disposition.

» Avoir la prétention de soumettre et de pacifier le » Sahara avec des colonnes militaires péniblement ravi- » taillées par des bêtes de somme, sera toujours une » chimère irréalisable, *obtenir ce résultat par la cons-* » *truction progressive d'une voie de fer ouvrant et ex-* » *plorant le pays à l'avant, en même temps qu'elle en* » *garantit la soumission à l'arrière est au contraire* » *une opération des plus simples* et qui..... ne livre rien » au hasard. »

Dans l'Est la situation des villes du Souf au pied nord des Areg et l'excellente organisation de cette confédération berbère au point de vue de la défense de son territoire, ne nous impose aucune charge.

Au centre il n'en est pas de même, la double trouée de l'Igharghar et de l'oued Mya nous impose l'obligation d'être à même d'exercer une action effective dans le pays des Chamba dont les ksour sont à Ouargla, Metlili et El-Goléa, et dont les postes avancés sont à *El-Biod, Haci-Messequem, Haci-Insoki, Haci-Inifel* et à *Aïn-Taïba*. Haci-Inifel, dit aussi Haci-Abd-el-Hakem (1), serait, s'il était accessible, un excellent point stratégique pour tenir la route de l'oued Mya, et les trois routes qui, passant à El-Goléa remontent ensuite, l'une, l'oued Loua, en évitant le plateau du Mzab et les Areg, la seconde

(1) Du nom d'un marabout des Ouled-Sidi-Chikh qui y a son tombeau devenu un lieu de pélerinage.

et la troisième, l'oued Zergoun et l'oued Seggueur; (ces deux dernières routes à peu près négligeables comme passant à travers l'Areg).

Mais malgré la possibilité d'avoir dans l'oued Mya des points d'eau à volonté, et par suite, des pâturages et des cultures, malgré la possession de la petite forteresse d'El-Goléa par nos Chamba et l'utilité pour nous d'être à même de faire sentir notre action sans difficulté dans ces parages, nous pensons qu'on peut, sans grand inconvénient, laisser encore Haci-Inifel en dehors du programme immédiat de nos voies ferrées, mais à la condition que l'occupation de Ouargla et du Mzab sera, à bref délai, rendue efficace par la construction des railway nécessaires à leur accès pratique et facile.

Ouargla est à 380 kilomètres seulement de la gare de Biskra, entre ces deux villes on ne perd guère les palmiers de vue; la nappe artésienne est sur tout le parcours à une faible profondeur, et la ligne ferrée pourrait, en peu d'années, être bordée de palmiers sur tout son parcours, sans aucune solution de continuité. Sauf la traversée de l'oued Djeddi, dont le lit de plus d'un kilomètre de large et ordinairement à sec, a presque chaque année une crue torrentueuse, il n'y a qu'à poser les rails. Deux ans suffiraient à la construction et alors on pourrait, sans des frais exagérés, doter Ouargla des installations militaires en rapport avec son climat et avec l'importance stratégique politique et commerciale que peut et doit avoir cette ville, quand elle sera réellement la place de guere qu'il nous faut de ce côté.

Au M'zab, l'installation est bonne, mais la ligne ferrée est à faire sur plus de 400 kilomètres, c'est-à-dire de la Mitidja ou banlieue d'Alger à Ghardaïa. Des discussions de tracé pour la traversée de l'Atlas et des hauts-plateaux, ont retardé d'une façon bien regrettable l'établissement de cette ligne, dont la garantie d'intérêt serait en partie couverte par les économies réalisées sur les ravitaillements des garnisons de Médéa, Boghar,

Djelfa, Laghouat et Ghardaïa, ou sur les transports des colonnes.

D'autre part, il ne faut pas se dissimuler que si le M'zab est un excellent camp retranché pour la défensive, un lieu de refuge et un grand marché pour le Sud, cette confédération démocratique et schismatique n'a aucune influence politique sur les nomades environnants qui n'y ont ni propriétés, ni serviteurs, ni fermiers, et qui n'interviennent jamais que comme des étrangers mercenaires, à la solde des deux partis mozabites. La France en occupant le chef-lieu de cette confédération, n'y fait guère qu'une œuvre de police intérieure; elle rend définitif l'affranchissement du parti laïque libéral et commerçant, vis-à-vis le parti sacerdotal, puritain et réactionnaire.

Or, notre rôle ne saurait se borner là, nous avons à tenir le pays des Chamba et à montrer à ces nomades que nous sommes en mesure de les protéger contre les Touaregs, leurs ennemis comme les nôtres. Si nous ne pouvons encore envisager, comme tout à fait urgent et pratique, le rattachement d'El-Goléa à notre réseau de railway, il n'en est pas de même de Metlili, qui n'est qu'à 40 kilomètres de Gardaïa. Avec Ouargla et Metlili, places de guerre françaises, soudées à nos lignes de pénétration, bien aménagées, ayant leur télégraphe, etc., nous sommes les maîtres de deux des trois tribus des Chamba, et la troisième est par suite presque à notre discrétion. Nous pouvons alors espérer soustraire les Chamba aux compromissions forcées avec les Touaregs et aussi aux redevances religieuses qu'ils n'osent pas refuser à leurs anciens seigneurs et maîtres.

Ce n'est que du jour où ils sentiront protégés par nous que les Chamba consentiront à mettre franchement à notre service leurs aptitudes guerrières et aussi leurs aptitudes commerciales qui sont très développées.

Metlili, dans les avant-projets de création des postes sahariens du Sud, avait été signalé comme bien préfé-

rable — au point de vue de notre action dans le Sud — à Ghardaïa. Si Ghardaïa l'a emporté, c'est à cause de la sécurité que donne dès aujourd'hui à cette garnison isolée l'agglomération mozabite, que ses intérêts commerciaux, disséminés dans toutes nos villes du Tell et du littoral, rapprochent plus des Français que des indigènes.

Metlili n'en reste pas moins, au double point de vue politique et militaire, le ksar qui appuie à l'est la défense des grandes dunes d'Iguiden, et qui commande le cours de l'oued Loua : nous disons Metlili, mais le point précis de l'installation pourrait être dans les environs, à quelques kilomètres vers Haci-Djedid ou Haci-Temed.

De l'oued Loua à l'oued Nsaoura les areg couvrent suffisamment notre sud ; sans doute Géryville et la partie méridionale du djebel Amour ne sont pas dans les conditions d'accessibilité convenables, mais ces points ne sont pas des postes frontières.

Aïn-Sefra n'est pas non plus un poste du sud, puisqu'il est situé sur les hauts-plateaux et au nord de notre Sahara ; c'est une excellente position vers notre frontière ouest vis-à-vis des populations pseudo-marocaines. Il a déjà commencé à annihiler le rôle néfaste de Figuig, en train, aujourd'hui, de se dégager des influences religieuses nomades et arabes qui, en ces derniers temps, avaient fait de ce groupe d'oasis le centre de la propagande anti-française. Ce résultat est dû à la résistance d'un parti berbère qui, si nous sommes habiles et si nous ne menaçons ni son indépendance politique, ni ses franchises municipales, arrivera certainement à imposer sa politique pacifique, commerciale et même sympathique pour nous.

Nous aiderons ce mouvement et nous le verrons aboutir le jour où, notre ligne ferrée passant en vue de Figuig, nous serons, dans cette région, plus puissants et plus forts que les Nomades et Arabes qui dominent et tiennent le pays. Ce jour-là, nous trouverons aussi, dans le

pays, des marabouts locaux qui seront les premiers à s'incliner devant notre force et à la présenter à tous comme « une manifestation éclatante de la volonté de Dieu. »

Malheureusement, Aïn-Sefra n'a pas encore son chemin de fer et tout retard dans notre marche vers le Sud encourage les intrigues de Bou Amema et seconde les derniers efforts des nomades sahariens indépendants. Il n'y a cependant que 110 kilomètres d'Aïn-Sefra à Mecheria, le projet ferme est terminé depuis plus de deux ans : il réaliserait à l'État une économie annuelle de 630,000 fr. sur le prix des transports par charrettes ou chameaux. — En sept mois il peut être construit.

Puis, Aïn-Sefra a été reconnu insuffisant pour la défense de nos ksour ; — on voit qu'il ne s'agit même pas encore du Sahara ; — il a été reconnu nécessaire de construire un fort à Djenan-bou-Rezg, à peu près à la latitude des oasis de Figuig, mais à 80 kilomètres à l'ouest de ce groupe ; Djenan-bou-Rezg qui est à 20 kilomètres seulement des derniers palmiers de Moghar-Fouquani, n'est ni une menace, ni un moyen d'action possible contre Figuig, il a pour objectif bien visible et bien simple de défendre, contre les incursions des nomades de l'Ouest, nos deux ksour de Moghar-Fouquani et de Moghar-Tahtani, le pays de Bou Amema, — et aussi de garder l'entrée de la magnifique route construite par nos soldats dans le défilé de Founassa, route dont déjà les caravanes de Figuig apprécient la sécurité et la commodité pour leurs chameaux.

Djenen-bou-Rezg ne saurait, du reste, être considéré ni comme un terminus de notre ligne, ni comme une future place de guerre ; c'est ou plutôt ce sera un simple bordj, gîte d'étape, refuge, poste de police plutôt que poste militaire. Placé à la tête de l'oued Aouedj (Oued-Dermel), il ne défend que l'entrée des hauts-plateaux ; or, c'est l'entrée de notre Sahara qu'il faut défendre, et la place militaire qui, seule, peut appuyer cette défense et la rendre efficace contre les confédérations nomades

indépendantes du Maroc, c'est Igli situé à deux cents et quelques kilomètres plus bas sur l'oued N'saoura, au confluent de l'oued Guir.

Igli occupe, à l'Ouest des Areg, la position similaire à celle du M'zab et de Metlili. Mais Igli présente cet avantage considérable que n'a pas le M'zab, c'est que sur sa route s'échelonnent de nombreux ksour, de grandes forêts de palmiers, et la possibilité certaine, tant en raison des aptitudes des ksouriens qu'en raison de l'eau qu'on trouve dans le lit de la rivière, d'augmenter ses richesses déjà considérables.

Après le ksar-ruiné d'El-Azoudj, situé à 80 kilomètres de Djenan-bou-Rezg, on rencontre, plus loin, échelonnés sur une longueur de 15 kilomètres environ, les cinq ksour de la confédération indépendante des Beni-Goumi, comptant de 200 à 300,000 palmiers. Ces ksour sont aujourd'hui absolument à la merci des nomades Doui-Menia, qui y ont leurs magasins.

A soixante kilomètres plus au Sud, on rencontre Igli qui compte à lui seul 80,000 palmiers. Il est sous le méridien de Rachgoun; situé à une altitude d'environ 320 mètres, il jouit d'une salubrité parfaite.

Igli subit entièrement l'influence des Doui-Menia, les chefs de ce Zegdou indépendant oppresseur de tous les ksours de la région — y compris ceux de Figuig, les seuls qui aient réussi à conserver à leur djemâa une autonomie réelle.

L'occupation d'Igli ne saurait se faire immédiatement par une conquête militaire, mais cette occupation marque l'objectif pratique qu'il nous faut obtenir à bref délai par la prolongation continue et active de la ligne Mecheria, Aïn-Sefra. — Nous n'avons qu'à imiter de ce côté la conduite prudente des Russes qui, sur leur frontière d'Asie, construisent sans désamparer les lignes ferrées nécessaires à l'occupation des solitudes caspiennes et sibériennes.

Dans notre sud-ouest algérien le pays est facile, la

route est libre, nous n'avons pas de difficultés à prévoir avec le Maroc, qui ne possède pas ce pays; la pose des rails peut se faire dans les mêmes conditions que sur la section de Mosba à Mecheria en 1880.

Le traité de 1845 que nous avons toujours respecté avec une bonne foi méritoire, nous rend très forts, au point de vue des susceptibilités diplomatiques, car ce document, après avoir nommé les ksours des deux États et les nomades qui doivent dépendre du Maroc ou de l'Algérie, ajoute : Article 6. — « Quant au pays au sud » des ksour des deux gouvernements (Figuig et Ich pour » le Maroc), comme il n'y a pas d'eau, qu'il est inhabita- » ble et que c'est le désert proprement dit, la délimitation » en est superflue. »

L'article 4 dit la même chose en d'autres termes et il nomme les nomades des deux États :

« Dans le Sahara il n'y a pas de limites territoriales à » établir entre les deux pays puisque la terre ne se » laboure pas et qu'elle sert de pacages aux Arabes des » deux empires qui viennent y camper pour y trouver les » pâturages et les eaux qui leur sont nécessaires. Les » deux souverains exerceront de la manière qu'ils l'en- » tendront toute la plénitude de leurs droits sur leurs » sujets respectifs dans le Sahara.... Ceux des Arabes » qui dépendent de l'empire du Maroc sont les Mehaïa, » Beni-Guill, Hamyan-Djamba, Eumeur-Sahara (1) et les » Ouled-Sidi-Chikh occidentaux (Gheraba). »

Ceci est formel, l'indépendance des Doui-Menia et autres coupeurs de route sahariens ressort clairement.

L'occupation de la vallée de l'oued Nsaoura n'est pas

(1) Les Eumeur sahariens (on écrit aujourd'hui Amour) vivant dans le Sahara, c'est-à-dire nomades, sont par cette épithète mis en opposition avec les Amour des hauts plateaux vivant dans les ksour des deux empires et suivant la nationalité de ces ksour ; nous avons de ces Amour français à Aïn-Sefra, Moghar, Thiout, Sfissifa, etc.

d'ailleurs une idée nouvelle, elle a été, dès 1864, indiquée comme nécessaire par un de nos ennemis, Gerard Rholfs, qui s'exprime ainsi dans un recueil géographique (Mittheilungen de Petermann) : « Avant tout, les » Français devraient transporter leurs frontières jusqu'à » l'oued Messaoura; c'est de là, en effet, que partent » toutes les difficultés, tous les désordres, et, tant qu'ils » n'occuperont pas ces frontières naturelles, il n'y aura » aucun calme durable dans le Sud-Oranais. »

Depuis, ceci a été répété dans toutes les études faites sur cette région. Dans une brochure publiée à Alger, en 1881, M. Sabatier, aujourd'hui député du département d'Oran, et bien connu par la valeur de ses travaux ethnographiques, citait ces paroles en exposant, avec une rare sagacité, le rôle politique et commercial d'Igli; nous-même nous citions ce passage, en 1882, dans un rapport inséré au volume publié par le Gouvernement général sur la Deuxième mission Flatters, et nous indiquions Igli comme étape première de notre action contre Insalah; enfin, en 1884, dans une carte indiquant la marche des influences religieuses en Algérie, nous faisions ressortir la vallée de l'oued Nsaoura comme la route la plus encombrée par les khouan de tous les ordres hostiles à la France.

C'est qu'en effet nous ne pourrons ni donner partout une sécurité absolue à la colonisation, ni défendre notre Sud-Oranais, ni nous opposer aux conséquences néfastes de la propagande panislamique ou snoussienne, ni châtier surement les assasins de nos explorateurs, ni faire de nouvelles explorations pacifiques, ni songer à une extension vers le Sud, ni tenter l'affranchissement des ksouriens du Touat, ni rallier à nous les populations riveraines de notre Sahara, ni avoir un transit réellement rémunérateur pour notre ligne de Mecheria, ni inaugurer dans le Sahara une politique conforme à nos aspirations et à nos principes démocratiques, ni cesser les expéditions militaires improductives et ruineuses, si

nous ne sommes pas à Igli, les maîtres absolus, par une ligne ferrée assurant nos derrières.

Cette ligne est-elle donc si difficile à établir au point de vue technique et financier ?

De difficultés techniques, les spécialistes n'en redoutent aucune : M. Fousset, l'habile ingénieur qui a fait la ligne de Mosba à Mecheria nous a montré comment, pris à l'improviste, avec des ouvriers marocains et en pleine insurrection, on établissait 1 kilomètre de ligne en 48 ou 36 heures ; il a montré par une expérience concluante la vérité de cette affirmation faite par un autre ingénieur, M. Chabrier (1), que *dans le Sahara on pouvait faire des chemins de fer sans études préalables et en posant les rails devant soi.*

Nous renvoyons aux exposés techniques insérés dans le « *Génie civil.* »

Nous n'ajouterons qu'un mot : Nous avons en Algérie un nombre considérable de détenus, disciplinaires, condamnés militaires qui se prélassent dans d'excellents casernements situés dans nos villes du littoral. Ces immeubles qu'ils occupent pourraient recevoir des affectations plus utiles aux intérêts de l'Algérie et plus en rapport avec cette situation sous un climat salubre et au milieu de nos colons. Quant aux détenus, ils ne font rien ou sont employés à des travaux que la main-d'œuvre civile pourrait effectuer. Ils coûtent cher à l'État et aux contribuables qui les nourrissent sans profit pour le bien public. Ne seraient-ils pas mieux à leur place campés dans le Sahara et organisés en chantiers pour la construction économique et permanente de nos lignes stratégiques? Ils n'auraient là ni l'envie, ni les moyens de s'échapper et quelques wagons cellulaires auraient vite raison des incorrigibles. Leur garde

(1) A Alger en 1881, dans le congrès tenu par l'Association pour l'avancement des sciences.

assurée par les moyens ordinaires serait (comme eux-mêmes) toujours convenablement ravitaillée ; elle serait relevée facilement de sa mission pénible grâce à la voie ferrée. Les philanthropes à outrance ne seraient même pas en droit de protester contre l'emploi militaire de ces hommes à la disposition absolue du département de la guerre.

Enfin, pour que ces constructions de lignes sahariennes marchent toujours sans difficulté, on devrait avoir prévu, dans les cadres de l'armée coloniale, une *compagnie technique d'ouvriers de chemin de fer.* Ce serait une véritable *école d'application,* travaillant en permanence ; son casernement serait dans des wagons aménagés, *ad hoc,* l'état-major devrait pouvoir être réparti au besoin en trois ou quatre sections dans le Sahara de nos trois départements algériens et en Tunisie. La marine aurait la faculté d'y envoyer des officiers et sous-officiers mécaniciens se former pour la construction de lignes dans nos colonies d'outre mer.

Cette création nous paraît s'imposer comme la conséquence logique des conclusions de cette étude :

Ni progrès, ni extension, ni sécurité intérieure ou extérieure sans l'occupation pacifique de la totalité du Sahara algérien.

Pas d'occupation pacifique et productive du Sahara sans des chemins de fer, nous éclairant en avant et nous gardant en arrière.

FIN

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

ANONYME. — *Les deux missions du colonel Flatters.* — Récit historique et critique par un membre de la 1re mission. — Paris, 1884, Dreyfous.

BERNARD. — *Quatre mois dans le Sahara.* — Paris, Delagrave, 1881.

BÉZY. — *Insurrection du Sud Oranais.* — Oran, 1884.

BOUTY. — *Question des chemins de fer Trans-sahariens.* — Association française pour l'avancement des Sciences, session d'Alger, 1881.

BROSSELARD. — *Voyage de la mission Flatters.* — Paris, Jouvet, 1883.

CHABRIER. — *Les chemins de fer en Algérie,* publication du journal *Le Génie civil*, n° 14 du 15 mai 1882.

COYNE. — *Le Mzab.* — *Revue africaine*, 1879. — Alger, Jourdan, 1879.

Une Ghazzia dans le grand Sahara. — Alger, Jourdan, 1881.

DERRECAGAIX. — *Exploration du Sahara, les deux missions du lieutenant-colonel Flatters.* — *Bulletin de la Société de Géographie de Paris*, 1882.

DUPONCHEL. — *Lettre à la Commission supérieure du Trans-saharien.* — Montpellier, 1880.

Les oasis et la culture du dattier dans le Sahara. — *Revue des deux mondes*, 15 mai 1881.

DUVEYRIER. — *Les Touareg du Nord.*

La confrérie musulmane de Sid Mohamed ben Ali Es-Snoussi et son domaine géographique. — *Bulletin de la Société de Géographie de Paris*, 1883.

FILLIAS. — *L'insurrection des Ouled-Sidi-Chikh en 1864.* — Alger, Bouyer, 1884.

Fousset. — *L'Algérie et les chemins de fer à voie étroite.* — Extrait du Mémoire à la Société des Ingénieurs civils. — Paris, Capiomont, 1882.

Godard. — *Note sur l'influence des sables dans la construction des chemins de fer sahariens.* — Association pour l'avancement des sciences, session d'Alger, 1881.

Gourgeot. — *Situation politique de l'Algérie.* — Paris, Challamel, 1881.

Gouvernement général. — *Deuxième mission Flatters.* — Historique et rapport. — Alger, Jourdan, 1882.

Guénard. — *Les Ouled-Sidi-Cheikh.* — Résumé, extrait du *Bulletin de la Société de Géographie d'Oran*, n° 15. — Oran, 1883.

Largeau. — *Le pays des Rirha.* — Paris, Hachette, 1882.

Le Chatelier. — *Les frontières méridionales de l'Algérie.* — *Revue scientifique*, nos 17, 18, 19. — 1886.

Les Medaganat. — *Revue africaine*, 1886. — Alger, Jourdan, 1886.

Insalah. — *Bulletin de correspondance africaine*, 1885. — Alger, Fontana.

Pouyanne. — *Rapport au Ministre des Travaux publics du 20 juin 1880.*

Note sur l'établissement de la carte au 1/2,000,000e de la région entre le Touat et Timbouktou. — Alger, Chéniaux-Franville, 1883.

Rinn. — *Marabouts et Khouan.* — Alger, Jourdan, 1884.

Robin. — *Le Mzab et son annexion à la France.* — Alger, Jourdan, 1884.

Sabatier. — *La question du Sud-Ouest.* — Alger, Jourdan, 1881.

Géographie physique du Sahara central. — Association française pour l'avancement des sciences, session d'Alger, 1881.

Trumelet. — *Les Français dans le désert.* — Paris, Challamel, 1885.

Notes pour servir à l'histoire de l'insurrection de 1864. — *Revue africaine* et tirage à part. — Alger, Jourdan, 1885.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 5

I. — Nos ennemis sahariens. 7

II. — Nos frontières sahariennes à l'est du djebel Amour. . 15

III. — Nos frontières sahariennes à l'ouest du djebel Amour et les Ouled-Sidi-Chikh jusqu'en 1864. 25

IV. — Les expédients militaires (1864-1872) 37

V. — La politique d'effacement (1872-1881) 53

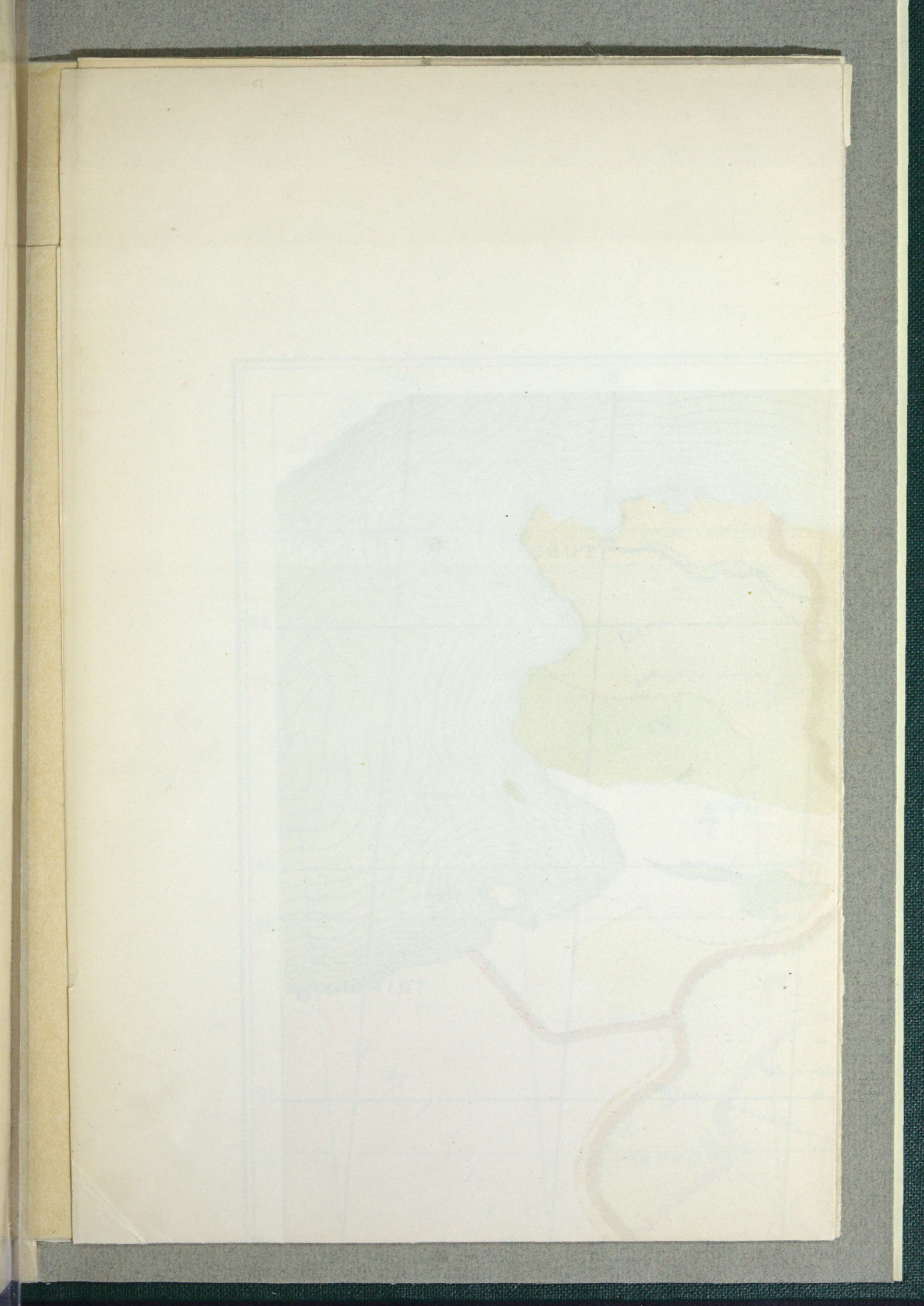
VI. — Les premières mesures pratiques (1881-1886). 65

VII. — Les mesures nécessaires 81

Index bibliographique 93

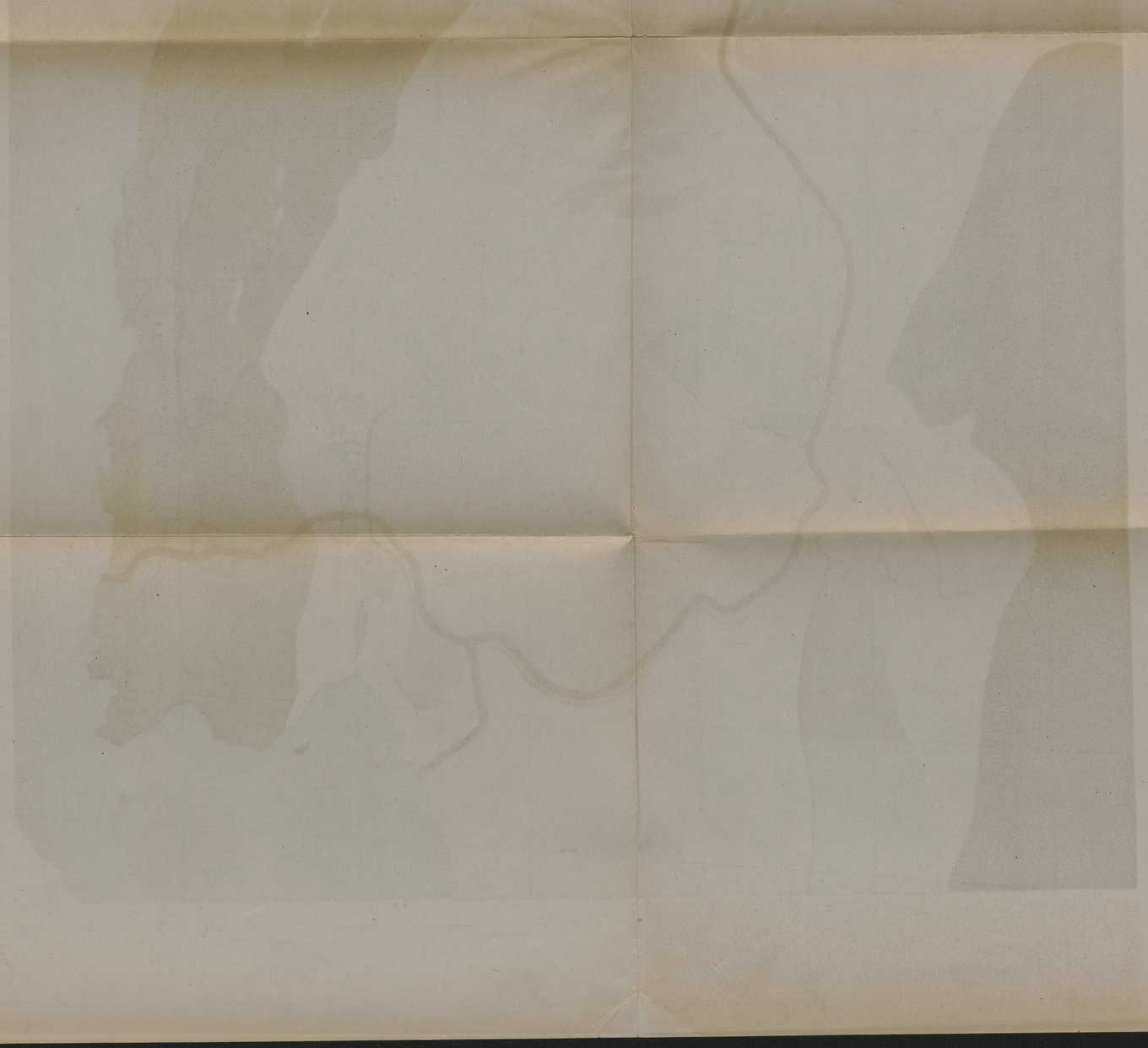
Carte des frontières sahariennes.

ALGER. — TYPOGRAPHIE ADOLPHE JOURDAN.



FRONTIÈRES SAHARIENNES
DE
L'ALGÉRIE
par
L. RINN
ALGER 1886
Echelle au 1/5,000,000
0 50 100 200 300 400 Kilomètres
LÉGENDE
Le Littoral et le Tell — Zone de colonisation intensive
Les hauts-Plateaux — Zone de colonisation industrielle et pastorale
Le Sahara — Zone de colonisation artésienne (Plantations de palmiers)
Les Grandes Dunes — Parcours et élève de la race cameline
Dernières pentes des Montagnes des Touareg
Limites diplomatiques ou incontestées
NOTA. Le traité de 1845 entre la France et le Maroc n'a fixé des frontières que de la mer au Teniet-Sassy. — Au sud de ce point il a spécifié qu'il n'existe pas de frontières entre les deux Etats
On Compte :
au Gourara 164 Ksour
au Touat 60 id
au Tidikelt 34 id
ESPAGNE
MÉDITERRANÉE
OCÉAN ATLANTIQUE
EMPIRE DU MAROC
SOUS (Maroc)
Atlas Marocain
TADJANKANT (Indépendants)
Areg d'Iguiden
Parcours
TUNISIE
TRIPOLITAINE
SICILE
Girgenti
Pantellaria
Iles Kerkena
Djerba
Gabès
Gafsa
Tozeur
Bizerte
TUNIS
TRIPOLI
Gibraltar (anglais)
Ceuta (espagne)
Alhucemas (esp.)
Chafarinas (esp.)
Melilla (esp.)
Velez (esp.)
TANGER
FEZ
MAROC
ALGER
Blida
Médéa
Aumale
Tizi Ouzou
Bougie
Philippeville
Bône
Aïn Mokra
CONSTANTINE
Sétif
Tébessa
Biskra
Massif de l'Aurès 2312
Bou Saada
Djelfa 1280
Boghar 1441
Tiaret
Taguin 850
ORAN
Arzew
Mostaganem
O. Chélif
Nemours
Tlemcen 930
Lalla Marnia
Sebdou
Bedeau
Sidi bel Abbès
Saïda 1200
Teniet Sassy
el Aricha
le Kheider
Aïn ben Khelil
Mecheria
Géryville 1307
Djebel Amour 1500
Laghouat 795
Oued Djedi
Montagnes des Od. Sidi Chikh
Aïn Sefra 1037
Sfissifa
Thiout
Iche (marocain)
Moghar tahtani
Moghar fougani
Djenan bou Rezg
Kharguet Zoubia
Benoud
El Abiod Sidi Chikh
Mraier
Ourlana
Tamerna
Dzioua
Tougourt 83
Temacin
Alia
Guerara
CONFÉDÉRATION DU SOUF
el Oued
MZAB
Ghardaïa 550
Metlili
Ngouça
Ouargla 161
Bir-es-Soff 177
Parcours des Troud (pasteurs du Souf)
10 Jours de marche, sans eau
CHAMBA BEREZGA ou DE METLILI
CHAMBA BOU ROUBA ou HAB-ER-RIH ou DE OUARGLA
O. Igharghar
el Goléa 440
Aïn Taïba (250)
Haci Inifel (Chamba) (Sidi Abd el Hakem) 305
el Biod (Chamba)
Haci Insokki (Chamba) 415
Haci Messeguem (Chamba) 365
Timassinin (Touareg) 375
Ghadamès 35
Parcours des CHAMBA ou d'EL-GOLÉA
CHAMBA-EL-MOUADI
Plateau du Tademaït
BA-HAMOU (arabes indépendants)
Aïn Chaïr
Figuig (Marocain)
Kenatza
DOUI MENIA et ZEGDOU (Indépendants)
O. Zousfana
Ksour des Beni Goumi (Indépendants)
O. Guir
Tafilalet (marocain)
Igli 320
Daya Daoura
Tebalbalet
Maïzer
Beni Abbas
Kerzas
Oued Messaoura
Tabelkouza
Timimoun
GOURARA (Confédération Indépendante)
Aougueroit
Tala
TOUAT (Confédération Indépendante) 748
TIDIKELT (Confédération indépte)
Insalah 137 (Ksour)
Aoulef
Sali 105
950 Kms d'Insalah
TINBOUKTOU
Djebel Hoggar
des TOUAREG
Dernières Pentes Septentrionales des Montagnes des Touareg
TASILI du NORD
Bir El Gharama (Mission Flatters) à 480 Kilom. de Timassinin
Chikh Salah
Sebkha d'Amadghor
IDELÈS
Rhat
Bel-Abbas
Oued Dra
0 Paris
Alger. Lith. A. Jourdan.

ЗАЩИЩЕНО АВТОРСКИМ ПРАВОМ



ALGER. — TYPOGRAPHIE ADOLPHE JOURDAN